

POUR L'ÉGALITÉ

CONTRE LE RACISME D'ÉTAT



RÉGULARISATION

DE TOU-TE-S LES SANS-PAPIERS!

Dossier

RÉGULARISATION DES SANS-PAPIERS

Pages 6 et 7

ÉDITO

Un feu d'artifice s'est
abattu sur la France

Page 2

À LA UNE

Crise: le gouvernement
nous mène dans le mur

Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Grèce: plus que jamais, poursuivre le
combat antiraciste et antifasciste!

Page 5

LIBRE EXPRESSION

Égypte: toujours un don du Nil?

Page 12



édito

Par JULIEN SALINGUE

Un feu d'artifice s'est abattu sur la France

Dans la foulée de ses prédécesseurs, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin multiplie les opérations de communication, se saisissant du moindre fait divers pour convoquer les caméras et affirmer d'un ton martial que « l'État ne se laissera pas faire ». Dernier épisode en date à Champigny, suite aux tirs de feux d'artifice contre le commissariat de la ville, où il s'est précipité pour déclarer, la larme à l'œil : « J'ai eu un sentiment de dégoût de voir un symbole de la république ainsi attaqué. » On passera sur le sentiment de dégoût que nous inspire chaque apparition médiatique de Gérald Darmanin, accusé par plusieurs femmes d'avoir abusé de ses fonctions de maire de Tourcoing pour leur imposer des relations sexuelles, et toujours sous le coup d'une enquête pour viol et harcèlement sexuel. Dégoût renforcé par la présence quasi systématique à ses côtés de Marlène Schiappa, ex-secrétaire d'État à l'Égalité femmes-hommes et désormais ministre déléguée à la Citoyenneté, sous la tutelle de Darmanin...

Et l'on retiendra l'annonce tonitruante du ministre de l'Intérieur : « Interdire la vente de ces feux d'artifice au public, y compris sur Internet ». Persuadé que la politique se résume à la com', même lorsqu'il s'agit d'annoncer fièrement qu'une opération de police mobilisant 60 agents a permis de saisir 12 grammes de résine de cannabis, Darmanin reprend ainsi à son compte la maxime sarkozienne « Un fait divers, une loi ». On attend avec impatience le jour où un commissariat de police sera attaqué à coups de pots de peinture ou de tomates trop mûres.

Au-delà des gesticulations de Darmanin, c'est au durcissement du cours autoritaire de la Macronie que l'on assiste, et les coups de menton des uns font malheureusement écho aux coups de matraque des autres. Alors que la crise sanitaire s'approfondit sans que le pouvoir ne fasse rien sinon multiplier les interdictions, que la pauvreté s'étend et que les inégalités s'accroissent, le gouvernement entend se poser en garant de l'ordre social injuste. Mais la colère est là, elle gronde, et il n'appartient qu'à toutes celles et tous ceux qui veulent se débarrasser de ces grands commis du CAC 40 de la transformer en feu d'artifice de mobilisations.

À la Une

Crise : le gouvernement nous mène dans le mur

La reprise économique n'est pas à l'ordre du jour. C'est ce que montrent les dernières prévisions de l'institut de la statistique (INSEE). Mais le gouvernement n'a pas l'intention de dévier d'un pouce d'une politique qui nous mène dans le mur.

Le gouvernement tablait sur une reprise ayant la forme d'un V : après la chute brutale du 1^{er} semestre 2020, l'économie repartirait fortement d'autant que des milliards pleuvaient (et vont encore pleuvoir) sur les entreprises sans contrepartie de maintien des emplois.

Il y a bien eu un redémarrage mécanique au 3^e trimestre, à la façon du redémarrage d'un moteur quasiment à l'arrêt mais, depuis, ça patine : le produit intérieur brut (PIB) du 4^e trimestre restera inférieur de 5% à celui des trois derniers mois de 2019. L'incertitude sur les perspectives n'incite pas les entreprises privées à investir. Quant aux ménages, beaucoup ont vu leurs revenus amputés, en particulier par les suppressions d'emplois (environ 900 000), et ceux dont le revenu a été maintenu ne sont souvent pas sûrs du lendemain : la consommation au 4^e trimestre restera ainsi inférieure de 4% à son niveau de fin 2019. Au total, le produit intérieur brut (PIB) reculerait d'environ 10% en 2020 et l'incertitude est totale pour 2021.

Retour sur les origines de la crise

Cette situation incite à revenir sur les origines de cette crise. L'économiste marxiste François Chesnais insiste sur son originalité : « *les causes du Grand Confinement (...)* sont endogènes aux relations entre la société humaine et la nature dans le cadre du capitalisme. Mais en tant que crise économique il s'agit d'un choc exogène au mouvement de l'accumulation du capital et aux contradictions qu'il engendre classiquement. »¹

Autrement dit, comme cela a été souvent souligné, la crise sanitaire

RENDAISON ÉCONOMIQUE
LA FRANCE COMMANDE 12 AVIONS RAFALE



renvoie bien au fait, que dans les conditions de l'anarchie capitaliste et de la recherche effrénée du profit, l'activité humaine transforme de plus en plus de façon perturbatrice l'environnement (habitat, écosystèmes), ainsi que les contacts entre les espèces, facilitant ainsi la transmission des maladies infectieuses entre les espèces et les humains. Le Covid-19 n'est pas la première pandémie grave, y compris sous le capitalisme, mais c'est la première pandémie grave dans le cadre de la mondialisation et d'un capitalisme mal relevé de la crise de 2007-2009.

La propagation de l'épidémie (et les déficiences des systèmes de santé) ont placé les dirigeants

capitalistes devant une contradiction. Le capital a besoin que l'économie tourne pour faire du profit ; pour cela il faudrait que les salariéEs soient au travail. Mais les États même bourgeois ne peuvent politiquement (sauf en temps de guerre) envoyer les gens à l'abattoir (pas de masques, de tests, trop de lits d'hôpitaux supprimés) d'où le confinement et ensuite l'effondrement économique.

Macron : tout pour les profits

La crise actuelle est donc tout à fait spécifique : la situation en 2021 dépendra du recul de la pandémie, c'est-à-dire des avancées scientifiques mais aussi de l'amélioration des systèmes de santé.

Contrairement aux crises antérieures, au moins dans les prochains mois, le taux de profit ne sera pas la variable décisive. Pourtant, Macron et son gouvernement, en totale complicité avec le patronat, agissent comme si c'était le cas. En dehors de mesures sociales limitées et du chômage partiel, l'essentiel des milliards du « plan de relance » vise au redressement des profits : c'est ce que l'on appelle dans le jargon des économistes la « politique de l'offre ». Pour le reste nous sommes invités à « vivre avec le virus » et à ne pas revendiquer pour « rétablir la confiance ». Tout cela pour, au mieux, revenir à la situation antérieure à mars 2020, ce qui préparera la prochaine crise.

Prendre la crise par le bon bout

À cette politique de classe, il faut opposer une politique qui prenne la crise par le bon bout : celui des besoins de la population. La santé (les vaccins, les traitements) doit être soustraite à la loi du profit par l'expropriation des trusts pharmaceutiques. Des embauches massives dans les hôpitaux sont évidemment nécessaires. Les jeunes doivent aller à l'école mais dans de bonnes conditions. Il faut en finir avec la spirale des suppressions d'emplois. Pour financer tout cela il faut un impôt sur les richesses et les hauts revenus. Engager la rupture avec le « monde d'avant », c'est en outre socialiser les banques et mettre en place une planification écologique. Plus que jamais, « nos vies valent plus que leurs profits » !

Henri Wilno

1 - François Chesnais, « L'originalité absolue de la crise sanitaire et économique mondiale du Covid-19 » : <http://alencontre.org/economie/loriginalite-absolue-de-la-crise-sanitaire-et-economique-mondiale>

INTEMPÉRIES

La tempête Alex et les ravages du réchauffement climatique

La tempête Alex qui a ravagé les vallées du haut pays niçois et le sud-ouest de l'Italie a sidéré par sa violence et les dégâts occasionnés. Côté français, trois vallées ont principalement été touchées : la Vésubie, la Tinée et la Roya (dans ses parties française et italienne)¹.

Les routes ayant été très endommagées, avec notamment des ponts effondrés, les trois vallées se sont retrouvées coupées du monde. L'état de sidération passé c'est la solidarité qui s'organise : entre voisins, par les populations du littoral et, au-delà, de toute la France. Un pont aérien permanent au départ de Nice est mis en place pour ravitailler les vallées sinistrées, qui a été interrompu le temps de la venue de Macron... Le préfet a mis quelques

jours avant d'interdire les routes à d'autres véhicules que les secours.

Le train à la rescousse

Le « train des merveilles », ligne menacée qui relie Nice à plusieurs vallées dont celle de la Roya (et qui plus loin va en Italie jusqu'à Cuneo et Turin), a permis de ravitailler, grâce à l'action des cheminotEs, d'abord le village de Breil-sur-Roya puis, quelques jours plus tard, les villages de Fontan et Saorge. Plus au nord de la vallée, le village de

Tende est ravitaillé de la même manière par le train mais depuis l'Italie. La solidarité n'a pas de frontière ! Cette ligne de train permet ainsi à une bonne partie de la vallée de ne plus être totalement coupée du monde. De l'importance du service public... Mais Macron en visite a refusé de recevoir les élus des vallées qui voulaient justement lui parler (en dehors des duettistes de droite extrême Estrosi et Ciotti).

Cette catastrophe pose aussi la question du réchauffement climatique. En

effet, si les inondations à Vintimille sur le littoral italien ont été largement amplifiées par la bétonisation, rendant encore plus précaire la vie des migrantEs qui s'y entassent et vivent parfois dehors en espérant passer en France (et sont ainsi les grands oubliés de la catastrophe), ce n'est pas la bétonisation qui permet d'expliquer les inondations dans les vallées sinistrées, ou alors à la marge. En fait, à un épisode méditerranéen classique s'est combinée une tempête de type tropical. On pourrait penser que c'est un événement exceptionnel mais il y en a déjà eu un autre sur le littoral de l'ouest des Alpes-Maritimes il y a tout juste cinq ans avec une vingtaine de mortEs. Cette catastrophe est donc bien le fruit du changement climatique provoqué par l'exploitation capitaliste.

CorrespondantEs

1 - Et, partiellement, la vallée du Var.

BIEN DIT

Il devient chaque jour plus évident que les mêmes qui agitent depuis des mois l'épouvantail de la « cancel culture » en hurlant à la « censure » sont en réalité ceux qui œuvrent quotidiennement à l'invisibilisation et à la molestation de quiconque ose aller contre leurs obsessions.

SÉBASTIEN FONTENELLE (journaliste), Twitter, 12 octobre 2020.

Un monde à changer

JOURNÉE MONDIALE DU MÉPRIS DES PAUVRES? Le samedi 17 octobre sera la journée mondiale de lutte contre la pauvreté. Il ne faut pas se faire d'illusion sur ce type d'initiative qui sert avant tout de prétexte à un déluge de bonne paroles prononcées par des gens qui ont l'intention de les mettre le moins possible en pratique. Mais pour une fois, on a un Premier ministre qui parle «cash». Jean Castex a annoncé la couleur lundi 12 octobre sur France Info: «Samedi prochain, journée nationale de lutte contre la pauvreté, le gouvernement annoncera les décisions qu'il prend pour les plus vulnérables [...] Nous ne varierons pas sur un point, c'est que tout ce qui est RSA, c'est-à-dire ce qui donne des allocations relatives à un état de pauvreté, ne sont pas dans nos priorités». Sauf changement de pied à la dernière minute, les seules mesures annoncées devraient concerner les «dispositifs d'insertion» destinés à conduire les gens vers des emplois inexistantes en ces temps de crise ou vers des petits morceaux d'emploi qui ne permettent pas de vivre. Et même à supposer que ces dispositifs conduisent dans certains cas à de vrais emplois, en attendant il faut se chauffer, se nourrir, payer son loyer, habiller les enfants... Aucune aide supplémentaire pour

aider les plus fragiles et les plus précaires qui ont pris de plein fouet la crise économique. Selon certains calculs, les mesures les concernant représentent 0,8% des 100 milliards du «plan de relance»!

Avec la crise, les demandes de RSA ont augmenté de 10% depuis août 2019: toutes les associations humanitaires alertent sur l'explosion du nombre de gens qui s'adressent à elles. Selon ces associations, la crise sanitaire a fait basculer dans la pauvreté un million de personnes, qui s'ajoutent ainsi aux 9,3 millions qui vivaient déjà au-dessous du seuil de pauvreté.

La crise ne produit pas que des difficultés pour les entreprises, elle fabrique d'abord des pauvres et précaires supplémentaires. Mais de ceux-là, le gouvernement se moque comme il se moque de toutes celles et tous ceux qui ont perdu leur emploi ou vont le perdre. Oui, il faut augmenter le RSA et aussi l'étendre aux jeunes, mais il faut surtout agir sur les mécanismes qui fabriquent des pauvres, en interdisant les licenciements, en partageant le travail pour que toutes et tous puissent travailler, en refaisant du CDI à temps plein le contrat de droit commun.

ENTREPRISES Rachat de Suez par Veolia: une affaire d'État

Macron organise le démantèlement de grandes entreprises, avec les milliers de suppressions d'emplois qui vont avec, pour satisfaire les intérêts privés d'une petite oligarchie de grands patrons qui ont financé sa campagne. C'est précisément ce qui est en train de se passer avec l'OPA¹ lancée par Veolia (numéro un de la gestion de l'eau et des déchets) sur Suez (numéro deux).

Fin août, Veolia lançait une OPA hostile sur Suez. Les salariéEs de Suez se sont alors massivement mis en grève le 8 septembre (avec des pics à 70% et même 100% dans certains secteurs) pour protester contre l'OPA. Mais cela n'a pas suffi à bloquer l'opération.

Veolia va démanteler Suez

Le 5 octobre, le conseil d'administration (CA) d'Engie (principal actionnaire de Suez à hauteur de 30%) a ainsi voté la vente de toutes ses parts à Veolia. Si les représentants de l'État ont voté contre, *Mediapart* a révélé que c'était un jeu de dupes: Macron, via son conseiller Alexis Kohler, est intervenu pour que Veolia réussisse son opération. Suite à un coup de fil de l'Élysée (mais avaient-ils besoin de cela pour trahir?), les élus CFDT d'Engie ont

quitté la salle du CA au moment du vote, et l'Élysée a fait pression sur le fonds d'investissement Ardian pour qu'il retire son offre d'achat des parts d'Engie.

Pourtant les conséquences du rachat de Suez par Veolia sont claires: le démantèlement de Suez et des milliers de suppressions d'emplois. Pour respecter le droit à la concurrence, Veolia a prévu de revendre l'activité eau de Suez au fonds Meridiam... dirigé par un autre financeur de Macron. Veolia a aussi prévu de vendre par lots l'activité déchets de Suez à différents opérateurs. Veolia pourra ainsi dépecer son principal concurrent et augmenter les prix de l'eau et la gestion des déchets (payés par les collectivités locales), n'ayant plus de concurrent à sa mesure. Au contraire, l'offre d'Ardian (soutenue par la direction et l'intersyndicale

de Suez) avait au moins le mérite de conserver le groupe Suez et de maintenir les emplois à court terme, sans garantie sur le moyen terme.

Fonctionnement de plus en plus mafieux du capitalisme

Macron a donc décidé de donner son feu vert à la liquidation d'un groupe pour satisfaire les intérêts de ses amis Antoine Frérot (PDG de Veolia) et Thierry Déau (PDG de Meridiam) qui ont soutenu et financé sa campagne. Arnaud Montebourg a raison de dénoncer «une distribution oligarchique d'avantages dans un cercle restreint d'amis privilégiés du pouvoir». C'est un scandale d'État qui atteste du fonctionnement de plus en plus mafieux du capitalisme. Même la justice bourgeoise ne peut cautionner sans rien dire: le tribunal judiciaire de Paris a ordonné le

9 octobre la «suspension de l'opération», le temps au moins que les comités sociaux et économiques (CSE) soient informés et consultés. Mais le pouvoir macronien est bien décidé à aller jusqu'au bout «quoi qu'il en coûte».

La fourniture d'eau et le traitement des déchets sont des services publics, dont la gestion est largement déléguée (pour plus de 60% pour l'eau potable et plus de 50% pour les déchets) au privé (principalement Veolia et Suez), l'autre partie étant gérée par des régies publiques locales. Il faut mettre fin à tout ce système pourri où s'entremêlent les commissions occultes, la corruption des élus, les emplois fictifs et autres magouilles, dont les consommateurs paient les pots cassés à coups de hausse des tarifs et de délabrement des infrastructures (canalisations...). Nous défendons un projet alternatif: la nationalisation – sans indemnité pour les gros actionnaires – de Veolia et de Suez, et le redéploiement des effectifs – qui pourraient acquiescer le statut de fonctionnaires – et des moyens de production vers des régies publiques démocratisées dirigées par les représentantEs des salariéEs et des usagerEs.

Gaston Lefranc

1 – Une offre publique d'achat (OPA) est une offre d'acquisition des actions d'une entreprise pour en prendre le contrôle. Une OPA hostile est une OPA qui se réalise sans l'accord du conseil d'administration de l'entreprise visée.

Le chiffre 70%

On nous avait expliqué que, durant le confinement, «la population» avait épargné et que l'argent thésaurisé servirait à «relancer la consommation». Mais une enquête du Conseil d'analyse économique (CAE), publiée lundi 12 octobre, révèle que 70% de l'argent épargné l'a été par les 20% de ménages les plus riches. À l'autre bout du spectre, les 20% les plus modestes «se sont globalement endettés sur la même période» (Le Monde). Étonnamment, on n'est guère surpris.



Agenda

Jeudi 15 octobre, manifestation pour la Santé, Paris. À 13h30, place Vauban en direction du ministère de la Santé.

Samedi 17 octobre, manifestation de la marche nationale des sans-papiers, Paris. À 14h à République.



À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau parti anticapitaliste.org

NO COMMENT

À chaque fois qu'on croise un policier dans la rue, on devrait lui dire merci.

MARLÈNE SCHIAPPA, lefigaro.fr, 12 octobre 2020.

Aider les habitantEs de la Roya

Un message de l'association *Roya citoyenne*.

Nous remercions chaleureusement toutes les personnes qui ont manifesté leur soutien suite au drame météorologique qui a frappé la Roya. Vous le savez, notre magnifique vallée est défigurée et ses habitants sont sous le choc. Dans les mois à venir nous devons relever de nombreux défis et nous ne mesurons pas encore toute l'étendue de ces derniers. Une fois de plus, un formidable élan de solidarité s'est mis en route et depuis samedi matin, sur place, chacun contribue à sa mesure à maintenir des conditions de vie supportables, en dépit de l'exceptionnelle gravité de la situation. Vous êtes nombreux

et nombreuses à nous demander comment nous aider et l'argent que nous récolterons sera utile aux personnes en grande difficulté, maintenant et dans les semaines à venir. Tous les dons sont bienvenus.

Pour donner:

– Par virement en précisant «Secours sinistrés de la Roya»: RIB de l'association en téléchargement: rib-roya-citoyenne-rue-prissol
– La distribution du courrier sera bientôt rétablie aussi, vous pouvez envoyer un chèque à l'ordre de «Association Roya citoyenne», en précisant «Secours sinistrés de la Roya». À adresser à: Roya Citoyenne, 96, rue Louis-Perissol 06540 Saorge.



L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

Directeur de publication:
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction:
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

SUISSE

Une mobilisation féministe exemplaire

Des collégiennes, avec le soutien de collectifs féministes, se mobilisent contre des punitions sexistes mises en place par la direction de leur école pour le port de tenues jugées provocantes.

Tout a commencé dans le cycle d'orientation de Pinchat [dans la commune de Veyrier (canton de Genève)], où la direction a sanctionné par le port stigmatisant d'un très grand « T-shirt de la honte », dix filles et deux garçons parce que leurs vêtements étaient jugés indécents et « pas corrects ». À leur arrivée à l'école, les élèves ont dû défiler devant une haie de juges formée par la direction qui divisait les élèves en deux catégories : tenues jugées « correctes » et « incorrectes ». Depuis de nombreuses années, cette pratique a lieu sous différentes formes dans les cycles du canton. Les réseaux sociaux se sont agités, des mères d'élèves ont écrit leur indignation et le collectif pour la grève féministe a été interpellé par des élèves, des anciennes élèves et une mère qui sont venues partager leur colère et appeler au soutien. #BalanceTonÉcole a recueilli sur Instagram une multitude de témoignages dévoilant des expériences douloureuses de sexisme vécu dans les écoles.



Vives réactions et forte médiatisation

Le collectif a immédiatement réagi et réuni plusieurs groupes féministes de collégiennes, d'étudiantes (dont les Meufx) et de personnes en formation. Après une petite réunion, il a été décidé d'aller faire une haie d'honneur, de solidarité et de colère au cycle concerné le matin à l'arrivée des élèves. Toute la presse genevoise était là.

Très vite, les filles victimes des sanctions et toutes leurs amies sont venues témoigner et ont rejoint les rangs de ce rassemblement qui devenait de plus en plus large et plus combatif.

Après une très bonne couverture médiatique, tout Genève parlait de ces T-shirts humiliants et sexistes. L'indignation se répandait largement dans les milieux féministes et progressistes. [...]

Lundi 5 octobre, la mobilisation commence à porter ses fruits : le canton de Vaud décrète l'interdiction des « T-shirts de la honte » dans ses écoles et, finalement, le DIP genevois annonce la suspension de cette punition infamante et l'ouverture d'une réflexion... Mieux vaut tard que jamais ! C'est une première victoire remportée par les féministes et leurs alliés et un premier recul de Mme Emery-Torracinta, une brèche dans sa rigidité rétrograde.

Une victoire d'étape

Là ne s'arrête pas la bataille. Un projet de loi est en préparation. Il vise l'abrogation de l'alinéa 5 de l'Art. 115 de la LIP (Loi sur l'Instruction publique) disant que les élèves doivent « porter des tenues correctes et adaptées ». De plus, un avocat mandaté par un collectif d'élèves, de parents et de citoyenEs relève le caractère anticonstitutionnel des mesures stigmatisantes concernant les vêtements dans les écoles. Mme Emery-Torracinta devra y répondre.

La lutte continue pour le retrait de toutes les sanctions concernant les tenues des élèves. Une réflexion générale, intégrant les points de vue féministes, est nécessaire afin de développer l'égalité de genre dans les milieux scolaires, y combattre le sexisme, l'homophobie ainsi que la transphobie. Les élèves ont besoin d'outils, de moyens et d'espaces pour dénoncer les mots, comportements et gestes sexistes, hypersexualisants et humiliants de la part d'enseignants ou de camarades. Les témoignages des élèves victimes doivent être entendus, écoutés, pris en considération et respectés. Il faut que des mesures concrètes et immédiates soient mises en place pour faire cesser les actes et les propos discriminants et intolérables. #OnLâcheRien, la lutte contre le sexisme dans les écoles continue!

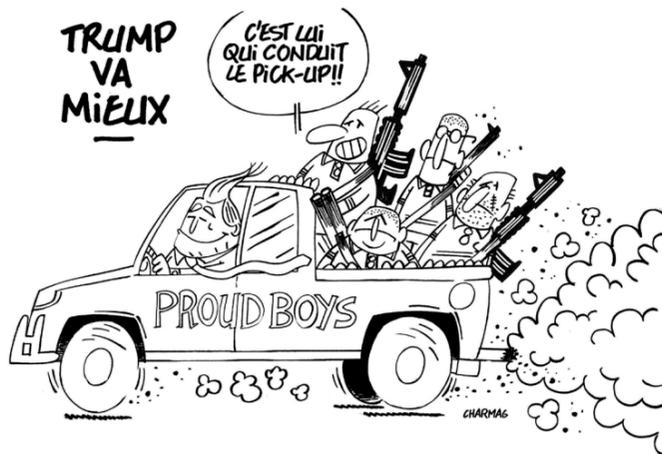
Françoise Nyffeler

Article paru dans le n° 376 de solidaritéS (Suisse).

ÉTATS-UNIS Trump tente de sauver sa campagne en dénonçant les « Rouges »

Selon les sondages, Donald Trump accuse maintenant un retard de 12 points face à Joe Biden. Les électeurs se sont retournés contre Trump en raison de sa mauvaise gestion de la pandémie de coronavirus, comme l'a démontré sa propre infection à l'occasion d'un événement qu'il a organisé dans la roseraie de la résidence présidentielle et qui a conduit à l'infection de 34 familiers de la Maison Blanche. Le virus a déjà tué 215 000 ÉtatsunienEs. Le président essaie donc maintenant de faire déplacer le débat vers l'ordre public et les dangers du « socialisme ».

Trump s'est exprimé samedi 10 octobre depuis le balcon de la Maison Blanche devant une foule de centaines de personnes portant des chapeaux rouges avec le sigle MAGA (Make America Great Again) et des t-shirts bleus pour soutenir la police, dans ce qu'il a appelé « une manifestation pacifique en faveur des forces de l'ordre ». Il a dit à ses partisans enthousiastes : « Nous ne pouvons pas permettre à notre pays de devenir une nation socialiste. » Il a également qualifié les démocrates de « communistes ». Raciste et sexiste, Trump a traité, à plusieurs reprises, la candidate démocrate à la vice-présidence Kamala Harris, dont les parents sont d'origine jamaïcaine et indienne, de « monstre ».



Pressions et manipulations

En même temps, Trump fait maintenant pression sur le secrétaire d'État Mike Pompeo pour qu'il publie les mails de l'ancienne secrétaire d'État Hillary Clinton, et exige que le procureur général William Barr inculpe Hillary Clinton et l'ancien président Barack Obama ainsi que l'ancien vice-président, Jose Biden, pour avoir espionné sa campagne en 2015-2016. Il qualifie Biden de criminel à qui il devrait être interdit de se présenter aux élections. Il s'agit d'une évolution sans précédent dans la politique US, révélatrice une fois de plus des comportements autoritaires de Trump. Environ 31 % des ÉtatsunienEs s'identifient comme Démocrates, 25 % comme Républicains et 40 %

comme indépendants. Ainsi, pour les Républicains, gagner des élections dépend non seulement de la conviction des électeurEs, mais aussi de l'élimination du plus grand nombre possible de Démocrates et d'indépendants, souvent en modifiant les règles d'inscription des électeurEs, ou bien en fermant ou en déplaçant les bureaux de vote, ou enfin en diffusant des informations incorrectes sur les dates de vote. Tout cela cible en particulier les électeurEs noirs, les électeurEs latinos et les étudiantEs qui pourraient voter démocrate. Le Post Master General (directeur de la poste), Louis DeJoy, a également créé le chaos dans le système de courrier alors que, sans preuves, Trump attaque comme contribuant à la fraude les bulletins de vote par

correspondance, qui seront davantage utilisés dans cette élection à cause de la pandémie.

Probables perturbations et violences

Le Parti vert, qui se trouve à gauche des Démocrates, a toujours eu un écho limité, mais on considère qu'il attire des électeurEs qui, s'il ne s'était pas présenté, auraient pu voter démocrate. Ce qui peut donner lieu à des manœuvres des grands partis. Lors de cette élection, le Parti vert est davantage marginalisé que d'habitude par les agissements du Parti démocrate pour que ses bulletins soient absents dans plusieurs États tandis que des journaux révèlent que des Républicains auraient agi pour que les Verts puissent se présenter

dans certains États (le Parti Vert dit qu'il n'était pas au courant de ces actions républicaines). Dans la gauche, la plupart soutiennent Biden, certains soutiennent Howie Hawkins, candidat à la présidentielle des Verts, et d'autres rejettent la politique électorale et appellent à la construction de mouvements de masse.

Nous pouvons nous attendre à des perturbations et à de la violence dans certains États le jour du scrutin alors que l'extrême droite se mobilise. La possibilité de violences le jour du scrutin est devenue claire le 8 octobre lorsque le Federal Bureau of Investigation (FBI) a arrêté treize membres d'une milice armée illégale d'extrême droite, accusés d'avoir planifié l'enlèvement de la gouverneure du Michigan Gretchen Whitmer et le renversement violent des autorités locales.

Les syndicats, les organisations noires et latinos et les groupes de femmes et LGBTQ se tournent désormais massivement vers le vote pour Joseph Biden. Mais ils créent également des organisations pour défendre le processus de vote, les bureaux de vote et le dépouillement des bulletins de peur que Trump et les gouverneurs républicains ne mobilisent la police ou les troupes pour tenter de voler les élections. Il y a aussi des discussions entre les mouvements sociaux et la gauche sur la façon de résister à une tentative de Trump de rester au pouvoir même s'il perd les élections.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

ALGÉRIE Non au référendum et à la Constitution de Tebboune ! Pour l'élection d'une assemblée constituante souveraine !

Extraits d'une déclaration du PST (Parti socialiste des travailleurs d'Algérie) à propos du référendum constitutionnel organisé le 1^{er} novembre prochain.

La crise latente du régime, que le 5^e mandat avait aiguïlée et que le Hirak populaire a approfondie, a permis une réorganisation du pouvoir autour de l'armée. Le retour fracassant de l'état-major au centre de la décision politique, après sa relative « marginalisation » au lendemain de la défaite de son poulain à la présidentielle de 2004, est le fait le plus marquant de l'évolution de la crise du régime.

Contre la soumission aux intérêts des puissances étrangères !

Cette continuité du régime est aussi éclatante dans ses rapports de soumission aux puissances étrangères impérialistes. Leur soutien au régime ainsi que leurs satisfécits sont bien monnayés. Pour s'en convaincre, il suffit de rappeler les cadeaux offerts aux multinationales dans la nouvelle loi sur les hydrocarbures, ou l'abandon des dispositions souverainistes et protectionnistes telle la règle 51/49%, etc. Sur le plan militaire, il faut rappeler aussi la constitutionnalisation en marche de la possibilité d'intervention de l'Armée nationale populaire (ANP) dans d'autres pays ou sa participation toute récente aux dernières manœuvres militaires de l'OTAN en Méditerranée.



Une Constitution au service du régime

Profitant de l'irruption du Covid-19, qui a contraint le Hirak populaire à une longue pause, le pouvoir de fait s'est installé dans une démarche de passage en force permanent. En effet, sa nouvelle Constitution, élaborée sans la moindre participation démocratique du peuple algérien, fera l'objet le 1^{er} novembre prochain d'un simulacre de référendum. Il s'agit, comme auparavant sous le pouvoir corrompu et autoritaire de Bouteflika, de simuler un plébiscite populaire dans l'espoir d'attribuer quelque légitimité à Tebboune [actuel

président algérien] et à la haute hiérarchie militaire qui l'a désigné. Mais quelle légitimité peut apporter un tel référendum lorsque le peuple algérien est soumis au couvre-feu et que les libertés démocratiques sont violées et muselées ? Quel crédit peut-on lui accorder lorsque les médias publics et privés sont fermés au débat libre et contradictoire ? De quelle « liberté de choix du peuple algérien » pourra-t-on se prévaloir lorsque se multiplient les arrestations et les condamnations de jeunes activistes du Hirak, de militantEs politiques et syndicaux, de journalistes et de simples blogueurs ?

Pour une assemblée constituante souveraine

Non, la Constitution n'est ni une affaire de commission d'experts ni un sujet de débat à sens unique entre des « douktours » [docteurs] en droit constitutionnel comme on veut nous l'imposer. La Constitution n'est pas une question technique. C'est une question éminemment politique qui doit être discutée en toute liberté par tout le peuple algérien. Toutes les sensibilités politiques et tous les courants d'opinion qui traversent notre peuple, doivent pouvoir exprimer librement et équitablement leurs avis dans les médias et exposer leurs idées devant le peuple sans aucune contrainte.

Le PST rejette sans équivoque ce prétendu référendum du 1^{er} novembre prochain et appelle à l'élection démocratique d'une assemblée constituante souveraine et représentative des aspirations démocratiques et sociales des travailleurEs, des femmes, des jeunes et des masses populaires de notre pays. C'est à cette assemblée constituante élue démocratiquement, après un débat national libre dans un contexte où toutes les entraves à l'exercice effectif des libertés démocratiques sont levées, que reviendra la mission d'écrire notre Constitution. Elle sera présentée ensuite à l'expression référendaire démocratique du peuple algérien. **Parti socialiste des travailleurs**

GRÈCE Plus que jamais, poursuivre le combat antiraciste et antifasciste!

Bien sûr, ce procès fera date, ne serait-ce que pour y avoir vu la lâcheté des fiers à bras de CA, se défaussant les uns sur les autres et faisant plaider maintenant les circonstances atténuantes. Face à eux, il faut souligner la fermeté de la présidente de la cour, la véritable unité d'action des avocatEs des victimes démontrant le projet politique criminel, sans oublier le rôle important de journalistes, comme Dimitris Psarras et son livre *Aube dorée*. Une première leçon est qu'il est possible, en accompagnant le procès d'une mobilisation puissante, d'obtenir une importante victoire judiciaire qui pourrait donner des idées dans d'autres pays d'Europe.

Une victoire historique à ne pas se laisser voler

Mais l'autre leçon immédiate est qu'il convient de donner toute sa portée à ce procès historique. Car la victoire est réellement historique : jamais les fascistes n'avaient vraiment été poursuivis en Grèce, puisqu'après-guerre, les pires assassins collabos des nazis avaient été recrutés pour lutter contre les communistes et qu'après la junte des colonels (1967-1974), seuls quelques dirigeants avaient été condamnés, mais le chef de la jeunesse fasciste a pu devenir tranquillement le chef de CA ! Par ailleurs, depuis quelques jours, on ne compte plus les déclarations des politiciens les plus pourris se vantant d'être les artisans de cette « victoire de la démocratie » et

Chryssi Avgi (CA – Aube dorée) est désormais reconnue comme « organisation criminelle » suite au verdict de la cour pénale d'Athènes, mercredi 7 octobre.



Magda Fyssas, mère du rappeur antifasciste Pavlos Fyssas tué par les nazis en 2013. EUROKINISSI/STELIOS MISSINAS

insistant comme le Premier ministre Mitsotakis sur la nécessaire vigilance contre « les extrêmes » ! Même si cette manœuvre ne prend pas, le mouvement antifasciste a tout intérêt à rappeler très largement que si CA a pu agir comme les SA d'Hitler, c'est bien parce qu'une partie de la droite est allée jusqu'à rêver de gouverner avec ce groupe, effrayée qu'elle était par la force du mouvement populaire contre les mémorandums et comptant sur CA pour l'attaquer frontalement. Si des armateurs ont financé CA, c'était entre autres pour qu'elle agresse les syndicalistes des ports et qu'elle implante des syndicats maison. Il ne faudra jamais oublier les déclarations complices de dirigeants de la droite, mais aussi de chefs du PASOK comme Loverdos, se félicitant de voir un mouvement

« s'attaquer » enfin à des questions comme l'immigration... Et cela sans oublier la complicité de certains chefs religieux, de stars, sans oublier les médias, tel Stefanos Kasimatis, du très « sérieux » quotidien *Kathimerini*, osant écrire en 2012 que « tous ceux qui croient en la démocratie doivent un grand merci à Chryssi Avgi »...

Poursuivre la bataille

On pourrait faire un florilège de ces écœurantes complicités. Ce qui a alors changé la donne, c'est la peur du gouvernement Samaras d'une émeute populaire après le meurtre du rappeur antifasciste Pavlos Fyssas en 2013, et la droite s'est résignée à faire ouvrir un procès qui aura duré presque six ans. Mais elle ne s'est jamais attaquée aux racines du mal. Au contraire, elle les cultive,

certes en veillant à ne pas laisser se développer un trop fort groupe fasciste autonome. Et sa politique vise à incorporer des fascistes prétendus assagis (!), en montrant clairement que la bourgeoisie grecque – et européenne – hésitera moins que jamais à étouffer cyniquement les droits démocratiques, à cultiver le racisme, à intensifier une répression criminelle – mais qu'elle fait valoir comme légale – en couvrant les flics du ministre Chrysoïdis.

Et, de fait, le ver est dans le fruit : d'après un sondage du 8 octobre (journal *Efimerida ton Syntakton*), un CA sans violence mais avec les mêmes idées a le soutien de 20% des sondés ! C'est dire l'urgence, et il est évident que le combat de fond, c'est bien de mettre fin au système qui nourrit le racisme et le fascisme, ce dont le mouvement antifasciste est bien conscient. Mais des revendications antifascistes immédiates sont indispensables, comme celles de la dissolution des corps de répression (nids de pronazis), la démission du ministre de la Police et de celui des Migrations, des campagnes contre certains « journalistes vedettes » racistes et semeurs de haine... Un signe encourageant : lors de la répression contre la manif antifasciste du 7 octobre, de nombreux habitantEs ont ouvert leurs portes aux jeunes poursuivis, et cette solidarité, on ne l'avait pas vue depuis longtemps...
À Athènes, A. Sartzeikis

ITALIE Affrontement sur les conventions nationales de travail

Quand, au printemps dernier, la crise sanitaire a explosé en Italie, les patrons ont exercé de terribles pressions pour que l'économie ne s'arrête pas. Il fallait maintenir les profits, même si cela signifiait envoyer au massacre les travailleurEs, en mettant en danger la santé de secteurs entiers. Ces mêmes patrons, en grande partie ceux de la métallurgie, qui ont fait passer leurs intérêts avant notre santé, veulent maintenant qu'on règle l'addition sur le plan économique et salarial.

L'addition a pourtant déjà été payée par la majeure partie des travailleurEs, entre le chômage technique (qui, en Italie, ne couvre en moyenne qu'un peu plus de la moitié du salaire) et les centaines de milliers de licenciements de précaires. La Confindustria (le Medef italien) a déclaré la guerre aux syndicats, par l'intermédiaire de son président, Bonomi, nouvellement élu ; le nouveau « faucon » des industriels a attaqué de façon explicite les conventions collectives nationales qui, en Italie, sont, historiquement, le principal instrument de la fixation des salaires (pas de loi sur le salaire minimum), mais aussi de celle des droits, des heures et des conditions de travail.

«Pacte pour l'usine»

En 2018, la Confindustria a fait une bonne affaire en proposant un nouveau type de contrat (le « Pacte pour l'usine ») ¹ qui encadre de fait les salaires, en les indexant sur l'inflation (par ailleurs allégée des coûts énergétiques, et donc moindre que celle qui pèse vraiment sur ce que les travailleurEs se mettent dans la poche). Ce sont les métallurgistes qui ont subi l'entière de ce modèle contractuel : en quatre ans, leurs salaires mensuels n'ont augmenté que de 40 euros, ce qui est encore moins que les ajustements prévus pour les retraites.

Mais, pour toutEs les travailleurEs, le moment est venu de régler les comptes avec la Confindustria qui demande le respect du « Pacte pour l'usine » sur les salaires, alors qu'elle remet en cause la nature même de la relation de travail et du lien entre salaire et horaire de travail, profitant notamment de la diffusion, provoquée par le Covid, du smartworking (dans l'urgence, c'est-à-dire sans règles) et de la dangereuse déstructuration des conditions de travail que celui-ci risque d'entraîner. Ce moment d'affrontement concerne environ 10 millions de travailleurEs qui attendent le renouvellement de leur convention nationale, certainEs avec des retards de plusieurs années, tant dans le secteur privé que dans le secteur public.

Une riposte globale à construire

Quelques secteurs ont déjà pris des initiatives et annoncé des mobilisations mais, pour le moment, le point de conflit le plus important est celui des métallurgistes. Depuis quelques jours, Federmeccanica (l'association des patrons de la métallurgie) a rompu la négociation qui était en cours depuis presque un an et qui avait été stoppée pendant des mois à cause du Covid. Le conflit porte explicitement sur la question salariale. Les syndicats ont déclaré l'« état d'agitation » (blocage des heures supplémentaires) et appelé à une grève de quatre heures le 5 novembre, grève pouvant aller jusqu'à huit heures là où les conditions le permettent. Il ne sera pas facile de créer un climat de lutte, mais les « salopettes bleues » recommencent enfin à se mobiliser.

Ce qui serait surtout utile aujourd'hui, ce serait une initiative d'ensemble de toute la confédération, pour regrouper toutes les oppositions concernant les conventions de travail, unifier les initiatives de luttes isolées et créer un climat de mobilisation générale de l'ensemble du monde du travail, en réaction à l'attaque massive de la Confindustria.

Eliana Como, traduction Bernard Chamayou

¹ – L'accord entre les syndicats et la Confindustria sur le « nouveau modèle de relations contractuelles et industrielles » a été signé le 28 février 2018 (NDT).

INDONÉSIE De l'épidémie virale à la pandémie sociale?

Les images maintenant presque récurrentes et classiques des canons à eau et gaz lacrymogène viennent cette fois d'Indonésie. OuvrierEs et étudiantEs ont envahi les rues des principales villes et affronté la police.

Face à l'épidémie, les autorités ont tardé à prendre des mesures. Le nombre de médecins par habitantEs est de l'ordre de 20 fois inférieur aux moyennes européennes et le président Jokowi, parfois présenté par la presse comme progressiste, déclarait le pays immunisé... par la religion : gingembre et curcuma comme remèdes. Pour reprendre l'expression de Rohana Kuddus décrivant la gestion de l'épidémie dans la *New Left Review* : « Citronnelle et prière » ¹.

Attaques antisociales

Comme ailleurs, le coût de l'épidémie est supporté par les plus pauvres qui ont parfois dû quitter les villes. Il sert de prétexte pour empêcher les manifestations et détruire en un rien de temps des législations sociales et environnementales. Les projets antérieurs à l'épidémie – notamment une loi dite « Création de marché de l'emploi » que les étudiantEs ont abrégé en « exécutable » – ont cet objectif. Dans le viseur : des protections salariales sur le temps de travail qui pourraient



WIKIMEDIA COMMONS

être rallongé de quatre heures par jour ; la suppression des congés maternité payés ; ou encore les indemnités de licenciement réduites de 30%. Et la liste est plus longue. S'ajoute une réduction de la protection législative de l'environnement, notamment des forêts, pourtant ravagées par des incendies. Dénoncées avant l'épidémie puis durant l'été, ces lois sont aujourd'hui contestées dans des grèves et des manifestations plus massives. Dès lundi 5 octobre, jour de l'adoption de la loi, des milliers de travailleurEs manifestaient. La Confédération des

syndicats indonésien annonçait une grève allant du mardi au jeudi et deux millions de participantEs aux rassemblements. Divers, les manifestantEs semblent déterminés et nombreux et ont continué le vendredi. S'ils et elles ont alors fait peur aux principaux syndicats appelant au calme, les manifestations, notamment étudiantes, continuent en ce début de semaine.

Instabilité et mobilisations

Jokowi fait face depuis un an à une contestation qui vient d'en bas. Victorieux électoralement face à Prabowo en 2014 et 2019, il a pu faire figure du moins pire ². Mais, durant la campagne électorale de 2019, un slogan d'abstentionnistes, « Voter pour un, le deuxième offert », résumait une partie des sentiments à l'égard du système politique corrompu et économiquement très inégalitaire incarné par les deux postulants au pouvoir exécutif. Dès le mois d'août 2019, des émeutes se sont déroulées en Papouasie occidentale (la partie de l'île sous domination de l'Indonésie) où internet était coupé, les

écoles fermées, et où miliciens et militaires étaient déployés. Au mois de septembre 2019, un nombre conséquent d'étudiantEs et lycéenEs en uniforme, suivis par des milieux populaires plus larges, prenaient la rue face à un package législatif réactionnaire. En ligne de mire des jeunes, la lutte contre la corruption, des lois criminalisant les relations hors mariage, l'avortement, la critique du gouvernement et de l'État ou encore « l'enseignement du marxisme-léninisme » attaqué par le gouvernement. Jokowi avait dû partiellement reculer face à la jeunesse étudiante et lycéenne. Derrière elle : l'orage que peuvent constituer les 100 millions d'habitants des îles de l'archipel qui survivent avec moins d'un dollar et demi par jour. Remuantes ces dernières années au point de forcer les patrons à des délocalisations internes, des fractions d'une classe ouvrière – nombreuse et qui s'est renforcée depuis plusieurs décennies dans l'industrie, les mines ou les services – se mobilisent aujourd'hui pour se défendre... et demain imposer un autre système ?
Chris Miclos

¹ – Rohana Kuddus, « Lemongrass and Prayer », *New Left Review*, mars-avril 2020. Pour les éléments factuels sur l'Indonésie utilisés dans cet article, on peut aussi se reporter à Rohana Kuddus, « September Surprise », *New Left Review*, novembre-décembre 2019.

² – Frère d'un milliardaire, Prabowo est le gendre du dictateur assassin Suharto, renversé en 1998. Il est devenu, à l'automne dernier, ministre de l'Intérieur de Jokowi...

A l'appel de 20 collectifs de sans-papiers, de la Marche des Solidarités, des États généraux des Migrations et avec le soutien de plus de 230 organisations, des sans-papiers marchent depuis le 19 septembre, venus des quatre coins du pays, pour atteindre Paris pour une grande manifestation le samedi 17 octobre. Les principales revendications sont la régularisation de toutes les sans-papiers, la fermeture des centres de rétention administrative et le droit à un logement pour toutes. Jusqu'ici, les marches rencontrent un important écho local et témoignent d'une importante dynamique de mobilisation et de soutien. En cause: les politiques racistes des gouvernements successifs, dans la lignée desquels s'inscrit le gouvernement Macron, avec notamment la tristement célèbre loi asile-immigration de 2018. Mais au-delà, c'est tout un système international, en premier lieu européen, qui est dénoncé: des milliers de morts en Méditerranée et dans les Alpes; des réfugiés renvoyés dans des pays où ils et elles subiront enfermement, torture, esclavage; des camps d'enfermement aux conditions inhumaines. Et, pour celles et ceux qui ont réussi à atteindre sains et saufs un pays européen, une machine bureaucratique et policière digne des pires dystopies, qui traite les migrantEs comme une sous-humanité. Heureusement, les solidarités et les résistances se construisent.



CONTRE LE RACISME D'ÉTAT



RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS

VOUS AVEZ DIT «SANS-PAPIERS»?

«Sans-papiers»: un terme rappelant le degré de déshumanisation d'une société qui condamne à la non-existence des êtres humains en les privant de papiers: pas de titre de séjour, pas d'identité!

Le mot «clandestin», encore plus péjoratif, induit une culpabilité. Les sans-papiers seraient obligés de se cacher parce qu'ils et elles auraient commis une faute. Mais ils et elles n'ont commis aucun délit! Ces migrantEs sont arrivés sur le sol français poussés, comme toutes les réfugiés de l'histoire, par la nécessité, des conditions de vie dramatiques, à cause de la guerre, de la misère ou d'un régime politique autoritaire. Combien seraient-ils et elles? D'après des estimations, pas énormément, entre 300 000 et 400 000 en France, 1% de la population adulte.

Les lois anti-migrantEs sont une machine à fabriquer des sans-papiers

La plupart n'ont aucune envie de se cacher, et demandent l'asile dès l'arrivée. Mais il est de plus en plus difficile de l'obtenir. Il y a près de 70% de déboutés du droit d'asile en France, record européen. La plupart des sans-papiers sont des déboutés. Et les possibilités d'avoir un autre titre de séjour se restreignent d'année en année, sous les différents gouvernements, de gauche ou de droite, avec des lois de plus en plus drastiques qui ont pour but de rendre toujours plus impossibles les

régularisations afin d'augmenter toujours plus le nombre d'expulsions. Pour obtenir un titre de séjour, il faut, dans la plupart des cas, résider depuis cinq ans en France, faire des dossiers énormes où il manque toujours une pièce et que les préfetures mettent des mois, voire des années à traiter. Même celles et ceux qui ont bravé toutes les entraves et réussi à obtenir un titre de séjour ne sont pas pour autant tirés d'affaire. Ils peuvent perdre leur titre à tout moment.

Comment vivre sans papiers?

Une personne étrangère en situation irrégulière ne peut bénéficier que d'une seule aide: l'Aide médicale d'État, une couverture maladie limitée, sous conditions de ressources très faibles ou inexistantes, que les gouvernements ont essayé à plusieurs reprises de supprimer. Les sans-papiers sont exclus de l'accès à toutes les autres prestations sociales, même quand ils et elles ont un travail, un employeur et payent les mêmes cotisations et impôts que les autres. Être sans-papiers, cela veut dire vivre sans aucun revenu garanti. Cela veut dire ne pas avoir accès au logement, seulement à l'hébergement d'urgence, obtenu en appelant le 115 et qui est saturé. Cela veut

dire être pris dans ce cercle vicieux: pas de papiers, pas de logement; pas de logement, pas de papiers! Cela veut dire vivre sans arrêt avec la peur d'être arrêté lors d'un contrôle dans la rue, dans les transports et de se retrouver dans un CRA (centre de rétention), antichambre de l'expulsion.

Une main-d'œuvre taillable et corvéable à merci

Les sans-papiers sont la proie des patrons, petits et grands, et des particuliers. Combien de ces invisible soignent les personnes âgées, font le ménage, vident les poubelles, travaillent dans le bâtiment, la restauration, les marchés... Bien que se réduisant comme peau de chagrin, il existe malgré tout encore des moyens de défense pour les sans-papiers, quelques textes permettant leur régularisation, le code du travail qui s'applique à toutes les travailleurEs, avec ou sans papiers; il faut s'en servir. Les sans-papiers ont montré à plusieurs reprises qu'ils et elles savent s'organiser pour défendre leurs droits. Et il existe heureusement dans ce pays des femmes et des hommes humains, des justes, qui ne supportent pas le sort indigne qui leur est réservé et qui se battent avec elles et eux pour obtenir l'égalité des droits. **Dominique Pierre**



DES REVENDICATIONS ÉMANANT DES MOUVEMENTS DE RÉSISTANCE SOUTENUES PAR LE NPA

- 🔥 Des moyens pour un accueil digne et non pour la répression;
- 🔥 La régularisation de toutes et tous les sans-papiers;
- 🔥 La fin des expulsions;
- 🔥 La fermeture des centres de rétention administrative (CRA);
- 🔥 La citoyenneté de résidence dès que quelqu'un arrive sur le territoire, c'est-à-dire l'égalité des droits: droit à la scolarisation, droit à la santé, droit à des revenus, un toit pour toutes et tous, droit de vote des étrangerEs résidant en France à toutes les élections;
- 🔥 Abrogation du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA), de la loi asile-immigration du gouvernement Macron et de toutes les lois limitant l'octroi du droit d'asile et l'accès à la régularisation;
- 🔥 Prise en charge des mineurEs non accompagnés (MNA) par l'Aide sociale à l'enfance (ASE), comme le prévoit la loi;
- 🔥 Abolition de Frontex;
- 🔥 Création d'un instrument de sauvetage et d'aide humanitaire international;
- 🔥 La liberté de circulation et d'installation.

MUR PAR MUR, NOUS DÉTRUIRONS LES CENTRES DE RÉTENTION!

Parmi les revendications portées par les participants à la Marche des sans-papiers en cours, l'une, radicale et essentielle, est la suppression des centres de rétention administrative (les CRA).

La rétention a toujours visé à enfermer les plus précaires parmi les plus pauvres d'entre nous. Avec en France, une « attention particulière » pour les personnes nées dans les colonies.

Nul ne peut être détenu arbitrairement

Ainsi, en 1963, le préfet de Marseille achète un entrepôt à Arenc, dans le port de Marseille, afin d'y enfermer bon nombre d'étrangerEs. 50 000 d'entre elles et eux, en attente d'un retour forcé dans les pays d'origine, tous des anciennes colonies françaises, vont y effectuer de courts séjours entre 1963 et 1975. Arenc est un centre clandestin de rétention, inconnu de la justice ou des élus, dans lequel les policiers sont à la fois juges et gardiens. Où les conditions d'hygiène, de santé, de nutrition sont inhumaines. En 1975, un ancien détenu revient en France et porte plainte. Le scandale d'Arenc va défrayer la chronique. Des associations, des syndicats, quelques élus vont obtenir la fermeture de

ce centre hors-la-loi et espérer que plus jamais des humains ne soient traités de cette manière. Hélas, le scandale d'Arenc va donner naissance à de nombreuses lois qui vont légaliser la rétention administrative et les centres qui vont avec.

Une kyrielle de lois pour légaliser l'illégitime

Celle de janvier 1980 donne une raison légale à l'existence de ces centres : « *Enfermer des personnes en dehors de toute condamnation pénale et hors de toute procédure judiciaire pour les mettre à l'écart et les maintenir sous surveillance* ». Ce qui est légalisé, c'est la privation absolue de liberté pour des étrangerEs sans qu'ils et elles aient commis de délit. Embastillés sur simple décision autoritaire, arbitraire de l'exécutif. En février 1981, la loi « Sécurité et liberté » affirme le principe d'internement en le limitant à 48 heures. En 1984, les CRA et les LRA (lieux de rétention administrative à l'intérieur des commissariats) sont officiellement créés. En 1987, sous la

pression des associations et de différents syndicats, la fonction de Contrôleur des lieux de privation de liberté voit le jour. Le ou la contrôleur peut circuler dans les centres, faire un rapport annuel, alerter, dénoncer, mais n'a un avis que consultatif.

On enferme et on voit après

Au fil des législations liberticides mises en place par des gouvernements de droite comme de gauche, la rétention administrative pour les personnes étrangères est devenue la norme, un outil de la politique migratoire. D'après la Cimade, 50 000 personnes sont passées dans les 2 000 places de CRA et de LRA en 2019. Aujourd'hui la durée de rétention peut être de 90 jours. Sans aucune nécessité, même par rapport à leur sale objectif d'expulser au maximum, puisque 91% des expulsions ont lieu avant le 45^e jour (d'après France Terre d'asile). Et que 41% de personnes en métropole et 45% en outre-mer ne sont finalement pas expulsées. C'est juste de l'emprisonnement légal de

personnes innocentes mais indésirables pour le pouvoir. Le manque d'entretien et d'hygiène, la promiscuité, la quasi-impossibilité de contacts avec l'extérieur, rendent la vie insupportable. Hollande a légalisé la rétention des familles en 2016. En 2019, 130 enfants ont été enfermés en métropole et près de 6 000 à Mayotte. Les rares militantEs ayant accès aux CRA dénoncent la rupture de scolarisation, des contrats de travail, du bail de logement ou d'hébergement. La destruction de leur vie. La rupture de soins peut également être dramatique. De plus en plus de personnes en soins psychiatriques sont retenues et subissent un « surenferme-ment ». Toutes ces conditions révoltantes sont sources de désespoir, et trois personnes se sont suicidées l'an passé.

Résistances!

Mais des résistances se développent. Des grèves de la faim s'organisent, des incendies de matelas ont lieu dans une partie des 26 CRA. Des cris et des écrits sortent de ces lieux qu'un pouvoir autoritaire voudrait réduire au silence. La solidarité dedans/dehors est essentielle et forte autour de certains CRA.

Mais la lutte est rude. La France est l'État de l'Union européenne qui enferme le plus. Sans doute parce que le poids du passé colonial et du présent néocolonial est toujours bien présent et que les conditions d'entrée et de séjour sur le territoire sont drastiques. En 2019, il y a eu 23% d'étrangers en plus en CRA. La France a été condamnée à six reprises par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), notamment pour la rétention d'enfants. Et plus largement pour sa maltraitance institutionnelle. Sans effet à ce jour! Alors c'est à nous tous et toutes de détruire les CRA. Ils sont la partie la plus scandaleuse, la plus raciste, la plus violente et la plus aboutie de la mise en œuvre d'une privation des libertés généralisée. Alors oui, pierre par pierre et mur par mur, nous détruirons les centres de rétention.

Roseline Vachetta



Brochure « De l'Air! Ouvrons les frontières! Pour la liberté de circulation et d'installation » disponible à la Brèche et auprès des militantEs du NPA

LES LUTTES DES SANS-PAPIERS JALONNENT L'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER

1972 Vers la mise en place d'un contrôle strict de l'immigration

La publication des circulaires Marcellin-Fontanet en janvier et février 1972 marque un changement de cap dans la politique d'immigration. Sous l'effet de la crise économique les lois se durcissent pour les migrantEs et 83% d'immigréEs tombent dans l'illégalité. Après six mois de luttes, de mobilisation et de grèves de la faim, le gouvernement recule en 1973 et doit régulariser 40 000 étrangerEs. Sous la présidence de Giscard, en 1974, les conditions d'entrée et de séjour des étrangerEs se durcissent: la fabrique de « sans-papiers » se perfectionne.

1980 Le gouvernement contraint de rouvrir les guichets de régularisation

La grève de la faim est l'un des principaux mode d'action des immigréEs pour revendiquer des conditions de vie et de travail dignes. Mais ils mènent aussi des grèves dans les usines où ils sont sous payés. La « grève des loyers » Sonacotra fera date. Suivie par près de 3 000 résidents dans plus d'une centaine de foyers en France, elle durera quatre ans.

Le 11 février, 17 travailleurs turcs débute une grève de la faim pour « *des cartes de séjour et de travail pour être des travailleurs comme les autres* ». Après un mois de grève de la faim, ils obtiennent leur régularisation.

1981-1982 La gauche sous la pression des grèves pour la régularisation

Une autre vague de régularisation, beaucoup plus importante, suivra mai 1981. Elle bénéficie à 131 000 personnes sur 149 000 demandes. Les mesures d'apaisement prises par Mitterrand dès son élection créent incontestablement un espoir dans la population immigrée. Mais la politique du contrôle des flux migratoires n'est pas remise en cause. La régularisation définie par le gouvernement dans sa circulaire du 11 août 1981 est soumise à certaines conditions qui apparaissent rapidement comme tout à fait arbitraires.

Une première lutte éclate à Paris et à Montrouge chez les travailleurs égyptiens distributeurs de prospectus menacés de licenciement. Le 27 mars 1982, quarante marchands ambulants entament une grève de la faim dans le 12^e arrondissement de Paris pour obtenir une carte de commerçant et la fin des contrôles sur les marchés. Le 19 octobre 1982, vingt travailleurs maliens et sénégalais, organisés dans l'ASTI 15^e, travaillant en intérim ou chômeurs, laissés pour compte de la régularisation, entament une grève de la faim à l'église Saint-Hippolyte dans le 13^e arrondissement à Paris. Ils obtiennent leur régularisation.

1996 Le printemps des luttes des sans-papiers

Avec la droite revenue au pouvoir et le durcissement des lois sur le séjour des étrangers, de nombreux travailleurEs migrants se lancent dans la lutte avec l'occupation de l'église Saint-Ambroise, suivie par celle de l'église Saint-Hippolyte et enfin par celle de l'église Saint-Bernard dans le 18^e arrondissement qui restera le lieu symbole de la lutte pour la régularisation. Occupée pendant près de deux mois par 300 sans-papiers soutenus par de nombreuses personnalités. Le 23 août 1996, l'assaut est mené par les gendarmes mobiles dans l'église Saint-Bernard évacuée avec violence. Le mouvement des sans-papiers, où se mélangent les origines, se structure, s'auto-organise à cette époque.

En juin 1997 le gouvernement Jospin ouvre une régularisation sur critères: sur 135 000 demandes, plus de 80 000 seront satisfaites. Des parrainages républicains, des occupations et des grèves de la faim de sans-papiers se multiplieront en 1998.

2006-2008 « On bosse ici, on vit ici, on reste ici! »

En 2006, une série de grèves pionnières éclatent (blanchisserie Modeluxe dans l'Essonne, restaurant La Grande Armée, à Paris...). Puis, plusieurs centaines de salariéEs sans-papiers soutenus par la CGT, la CFDT et plusieurs associations, lancent au printemps 2008 principalement dans la région parisienne une série de grèves reprenant la revendication centrale de la régularisation en l'associant au mode d'action traditionnel du mouvement ouvrier, la grève du travail.

Près de 2 000 travailleurs sans-papiers entrent en grève au cours du second trimestre 2008. Il faut ajouter les dossiers déposés de 1500 salariés isolés. Il y a de nombreuses occupations: restaurants, sièges sociaux, ou encore lieux symboliques comme la Maison de la propreté, à Villejuif, siège de la fédération des employeurs du nettoyage. Des femmes sans-papiers qui travaillent, pour la plupart, chez des particuliers et au noir entrent aussi en lutte. L'opinion publique apprend alors que de nombreux sans-papiers occupent des emplois salariés dans des entreprises ayant pignon sur rue.

Ces luttes extrêmement courageuses, à plus d'un titre exemplaires, arrachent des régularisations et obligent les autorités à légiférer sur la régularisation au titre du travail.

LES ANNÉES 2000 Restrictions successives, expulsions massives

Entre les lois Sarkozy en 2003 et 2006, les lois Besson-Hortefeux-Guéant en 2011, Cazeneuve en 2016 ou Collomb en 2018, la situation ne fait que se dégrader. Seul recul: les mouvements impulsés par RESF dans les établissements scolaires obtiennent de Sarkozy une circulaire de régularisation pour les parents d'enfants scolarisés et les lycéenEs à l'appréciation des préfets.

Le tournant du 18 décembre 2018

Face à la politique répressive ignoble des gouvernants, il est apparu de plus en plus clairement que l'action humanitaire, bien que nécessaire, ne suffisait plus. Il fallait s'unir, se coordonner afin d'impulser un mouvement national fort. Le 18 décembre 2018, la Marche des Solidarités et la Confédération CGT ont appelé à la journée internationale des migrantEs. Cette fois l'unité entre syndicats, collectifs de sans-papiers et associations est au rendez-vous. Ensuite, la Marche des solidarités a initié les manifestations de sortie du confinement en mai qui furent une vraie bonne surprise, celles de juin et aujourd'hui les marches dans tout le pays qui vont converger à Paris le 17 octobre.

DP

JEUNES EN DANGER

Les mineurEs isolés étrangers ou MNA (mineurEs non accompagnés) ne sont pas des sans-papiers. L'État ne peut pas exiger un titre de séjour d'un mineurE, et ne peut pas l'expulser. En revanche, d'après la loi, il a le devoir de les prendre en charge. Mais c'est loin d'être le cas.

Le nombre de jeunes isoléEs en danger augmente. En 2017, 25 000 jeunes étrangerEs ont été accueillis et hébergés par l'Aide sociale à enfance (ASE). Ils et elles représentent moins de 15% des enfants pris en charge par l'ASE, ce qui n'est pas un nombre énorme et, de toute façon, là n'est pas la question: il y a obligation d'accueil pour des raisons simplement humanitaires et légales. Les départements invoquent de leur côté un manque de moyens pour les accueillir. La cause de ces dysfonctionnements sont les pouvoirs publics qui, en soupçonnant ces jeunes de frauder et en refusant de les prendre en charge, ont créé des situations dramatiques de jeunes abandonnés.

Qui sont ces jeunes? Quelles sont les raisons de leur départ?

Les causes n'en sont pas toujours connues. CertainEs fuient la guerre, la misère, la mort de leurs parents. Ils et elles ont traversé la mer, emprunté des routes violentes et dangereuses... Après avoir vécu un exil terrible, ces enfants se retrouvent en France à errer dans la rue et, dès leur arrivée, commence un parcours du combattant. Pour commencer, le fichage. Avec la loi asile-immigration

du gouvernement Macron, c'est désormais au commissariat ou à la préfecture, et non aux services de la protection de l'enfance, que les jeunes en quête de protection devront s'adresser en premier. Leurs empreintes y seront enregistrées, tout comme leur photo et des informations personnelles comme leur numéro de téléphone. Un refus de communiquer ces informations pourra être transmis au Conseil départemental et alimenter une suspicion de majorité.

Quand le ou la jeune se présente à l'ASE, systématiquement sa minorité est contestée suite à une évaluation. Trop fréquemment ce sont des entretiens menés à charge et à la va-vite par une ou deux personnes non formées qui s'appuient sur des impressions subjectives plutôt que sur l'acte de naissance. Les documents

d'état civil sont presque systématiquement considérés comme faux. Les évaluations peuvent se fonder sur des tests osseux (reconnus légaux par le Conseil d'État), dont on sait pourtant la faible fiabilité scientifique. L'adolescentE peut contester la non-reconnaissance de minorité devant un juge pour enfant. Mais dès l'instant où il/elle n'est pas reconnu mineurE, c'est la rue, sans rien. S'il ou elle continue de se déclarer mineurE, le 115, qui est un hébergement d'urgence pour les adultes ou les familles, refusera la prise en charge. S'il ou elle se déclare majeurE, l'administration l'utilisera comme « preuve » supplémentaire.

Quand la minorité est reconnue, il ou elle est pris en charge par l'ASE, mais dans des conditions plus difficiles réservées aux étrangerEs: dans des hôtels, le plus souvent mal accompagnés par les services sociaux, pour faire leurs démarches, trouver un apprentissage, être scolarisés, se débrouiller sans un sou, avoir un suivi médical... Puis quand ils et elles deviennent majeurEs, l'ASE arrête immédiatement leur prise en charge, et c'est à nouveau la rue. Ils et elles ont un an pour obtenir un titre de séjour... Passé ce délai, sans régularisation, ils et elles se retrouvent « sans papiers ».

DP



AUCHAN

La famille milliardaire Mulliez, première dans la destruction d'emplois!

Alinéa, Top office, Auchan: la casse sociale est en marche. Fermeture, licenciements, suppressions de postes... tout est bon pour augmenter les dividendes des actionnaires milliardaires de la famille Mulliez. Il est vrai que le système capitaliste, dont le gouvernement est un zélé serviteur, donne tous les outils pour augmenter sa fortune déjà colossale (estimée à 30 milliards d'euros).

La réorganisation d'Auchan, décidée unilatéralement par la direction générale, en est un triste exemple. Plus de 1400 suppressions de postes, la fermeture de l'atelier de découpe de viande à Lieusaint avec 57 licenciements, la fermeture des SAV (9 centres sur 11), des suppressions de postes en RH, compta, service du personnel... Bref, une vraie boucherie sociale! Sans compter la réorganisation du service d'encaissement (secteur caisse), qui reste une des pires fourberies de ce plan funeste.

Tout doit disparaître?

Avec un objectif de remplacement, à hauteur de 80%, des caisses traditionnelles par des caisses autonomes (caisse sans présence humaine refusant le paiement en espèces), les hôtesses de caisse, érigées en héroïnes lors de la crise sanitaire, verront leurs postes disparaître.

C'est dans ce contexte que la fédération CGT du commerce a décidé d'organiser une journée de grève et de rassemblement le 8 octobre, à Croix (59), devant le siège social d'Auchan. Leroy-Merlin, Décathlon, Alinéa, Top Office, Auchan... les salariéEs de la galaxie Mulliez ont répondu présent. La police nationale, milice du capital, protégeait, de l'intérieur de l'entreprise, les complices de ce véritable hold-up! Rappelons en effet que l'État a versé pas moins de 500 millions d'euros de CICE à cette entreprise qui supprime l'emploi, tout en reversant, ces dernières années, 2 milliards d'euros à ses actionnaires familiaux. Dans le Puy-de-Dôme, la logistique prend cher avec, pour le seul entrepôt situé à Courmon, plus de 50 suppressions de postes. Pas étonnant, dans ce contexte, que pour la journée de grève intersyndicale CGT-FO-CFDT du 8 octobre, 80% des salariéEs aient répondu présent, également rejoints par celles et ceux travaillant dans les hypers et supers Auchan du Puy-de-Dôme. Pas moins de 80 postes seront supprimés sur le département. Seule la construction d'un rapport de forces puissant, avec l'ensemble des salariéEs d'Auchan, mais également de tous les secteurs, permettra de préserver notre outil de travail et nos emplois.

Correspondant NPA Puy-de-Dôme



DR

Face à la vague des licenciements, des premiers liens se tissent

La liste des entreprises concernées par des plans de licenciements s'allonge. Si l'impression première est celle d'un rouleau compresseur que rien ne pourrait stopper, des tentatives existent pour préparer une riposte cherchant à inverser le cours de la situation. Pas du côté des confédérations syndicales et d'une grande partie de leurs antennes, où la réponse est inexistante. Aucune opposition n'est exprimée et l'offensive brutale du patronat avance en bousculant des salariéEs et des équipes syndicales isolées, entreprise par entreprise. La situation appelle pourtant des réponses globales, à l'échelle nationale, ce qui n'échappe pas à beaucoup de travailleurEs, syndiquéEs ou non.

La fermeture de l'usine Bridgestone est un exemple emblématique. Le groupe a empoché des millions d'euros de subventions, a réalisé des milliards de chiffre d'affaires mais veut fermer l'usine qu'il considère comme pas assez compétitive. Injustice criante aux yeux de bon nombre de travailleurEs bien au-delà de l'usine elle-même.

«Réindustrialiser la France»... si le profit le veut bien!

Pourtant, malgré l'écho médiatique qu'a suscité l'annonce de la fermeture, à la mesure de l'émotion collective, l'intersyndicale du site a préféré s'engouffrer dans le jeu de négociations avec la direction, étalées sur cinq mois, et appeler au calme les ouvrierEs pour ne pas effrayer un éventuel futur repreneur. L'intersyndicale a appelé les salariéEs à défilier dimanche 4 octobre mais dans une marche silencieuse, derrière le maire de droite de Béthune et Xavier Bertrand, président LR de la région, notables qui ont poussé de grands cris démagogiques nationalistes... contre les patrons japonais de la multinationale.

Le «produisons français» trouve aussi sa place dans les discours offerts par la gauche, qui propose de sauver les emplois en «réindustrialisant la France», sans jamais toucher au profit du patronat. Comment? En rendant les usines plus compétitives, ce qui revient à arroser de nouvelles subventions publiques un patronat qui n'a de cesse de pleurer la bouche pleine? Ou en imposant aux salariéEs des conditions de travail en recul, par le chantage



NPA

à l'emploi? Le nationalisme et le protectionnisme économique sont des impasses pour le monde du travail. La seule manière de sauver les emplois, c'est de partager le travail entre touTEs en prenant sur les profits du grand patronat et de militer pour la lutte commune de tous les travailleurEs de la planète.

Des convergences se dessinent

L'offensive brutale de la classe dirigeante ne reste pas sans réponse. Si les résistances qui seraient nécessaires pour la stopper sont encore devant nous, la colère et la nécessité d'une riposte globale commencent à s'exprimer par différents moyens. Des rassemblements se multiplient en soutien à telle ou telle entreprise, initiés entre autres par des militantEs du NPA. Et s'y joignent presque systématiquement des délégations

d'autres entreprises, touchées elles aussi, par solidarité ouvrière et pour tisser des liens. Face au grand vide laissé par les directions syndicales, ces initiatives pour regrouper des équipes militantes et envisager ensemble l'avenir entre différentes entreprises, sont menées sur différents fronts. Citons, dans la région de Toulouse, la rencontre le 17 septembre d'une cinquantaine de travailleurEs de dix-neuf entreprises différentes de l'aéronautique, affichant le but de s'opposer aux suppressions d'emplois dans le secteur. Citons aussi l'initiative de militantEs de la CGT de l'usine Cargill, dans la région lilloise, qui, avec d'autres équipes, ont lancé le site «stoplicenciement.fr». Ils se donnent entre autres pour objectif de recenser à l'échelle nationale l'ensemble des plans de licenciements, et de mettre en lumière le caractère général de l'offensive du patronat. On peut citer aussi un rassemblement le 6 octobre de travailleurEs et militantEs d'entreprises de la chimie, devant le siège de Total, pour protester contre la fermeture annoncée de la raffinerie de Grandpuits. Citer aussi des rassemblements dans l'alimentation

et la grande distribution, dont Auchan. Sans oublier, même si ce n'est pas immédiatement sur le terrain des licenciements mais pour préparer le combat contre la casse des conditions de travail annoncées via des ouvertures à la concurrence, une réunion organisée le samedi 3 octobre entre salariéEs et militantEs des transports: une soixantaine de présents de différentes entreprises (SNCF, RATP, Transdev, Kéolis, etc.) et syndicats. Une nouvelle réunion est prévue le 7 novembre.

Manifestation le 17 octobre contre les licenciements

Plusieurs secteurs de la CGT dont des syndicats d'usine engagés dans la contestation de plans de licenciements appellent à une manifestation centralisée à Paris le samedi 17 octobre contre les licenciements. Les tentatives qui peuvent rendre visible la contestation du monde du travail contre l'offensive du patronat sont nécessaires dans le contexte actuel. Rendez-vous donc dans la rue ce jour-là, aux côtés des marcheurs sans-papiers, pour tisser les liens nécessaires aux succès des luttes ouvrières à venir.

Lucian Midde

ÉCOLOGIE -----
Néonicotinoïdes: le retour!

Faisant fi de ses promesses aux citoyenEs de la «Convention pour le climat», Macron est passé en force sur la 5G, traitant au passage ses détracteurs d'«Amish». Il persiste avec la réintroduction des néonicotinoïdes, produit phare de la multinationale Terreos. Ces volte-face ont conduit le Monde, dans un article du 7 octobre, à s'interroger sur la «quête» du président d'une «doctrine et d'une stratégie» concernant l'écologie.

Les néonicotinoïdes devraient être interdits en France depuis le 1^{er} juillet mais les députés, sur proposition du gouvernement, viennent de voter leur réintroduction temporaire, pour trois ans. Les produits susceptibles de bénéficier d'une dérogation seront précisés par décret.

Comme pour la crise sanitaire, Macron et ses serviteurs ont choisi la désinformation: de même que ce ne serait pas le manque de masques, la fermeture des lits ou le manque d'embauches dus à la politique d'austérité budgétaire et à l'introduction de la tarification à l'acte à l'hôpital qui posent problème

L'opération nettoyage du quartier s'est traduite par la mise en fourrière de tous les véhicules se situant dans le rayon de visite des ministres, et ceci sans prévenir la population. Résultat: de nombreuses personnes n'ont pu rejoindre leur lieu de travail, ou n'ont pu l'effectuer (aide à domicile, etc).

Des services publics, pas des flics!

En réalité, l'objectif de cette visite, avec la signature du «contrat de sécurité intégrée» s'inscrit dans une politique nationale qui prétend résoudre les problèmes sociaux par un renforcement de la répression et de la présence policière. Les habitantEs des quartiers populaires de Toulouse, celles et ceux des Izards le savent bien: ce ce sont pas

TOULOUSE Quatre ministres aux Izards: la journée du mépris!

Vendredi 9 octobre, la visite au pas de charge de quatre ministres, dont le premier d'entre eux, au quartier des Izards à Toulouse montre, si c'était encore nécessaire, dans quel mépris nos gouvernants tiennent les habitantEs des quartiers populaires

les 111 policiers de plus ainsi que les moyens supplémentaires octroyés à la justice qui vont faire avancer d'un pouce la situation dramatique du quartier. Pas plus d'ailleurs que le maire Jean-Luc Moudenc qui en rajoute avec l'annonce du renforcement des effectifs de policiers municipaux, d'extension de leurs compétences, et la multiplication des caméras de surveillance. Dans un quartier où le taux de chômage atteint 27%,



DR

bien plus élevé que dans les autres quartiers de la ville, les habitantEs sont en droit d'exiger d'abord le respect de leur dignité bafouée par l'opération nettoyage

des voitures, mais aussi les seules mesures radicales susceptibles de changer la donne: l'éradication du chômage par la réduction du temps de travail et la création massive d'emplois dans les services publics (la santé et l'éducation en premier lieu), et l'appui sans faille à toutes les initiatives construites sur le terrain même des quartiers par l'intervention collective de leurs habitantEs.

CorrespondantEs

AVORTEMENT Des avancées mais nous voulons plus encore!

Jeudi dernier 8 octobre, l'Assemblée nationale examinait un projet de loi sur l'avortement. Plusieurs mesures qui vont dans le bon sens ont été adoptées, mais du chemin reste à parcourir...

Allongement de deux semaines du délai pour pratiquer une IVG (interruption volontaire de grossesse), suppression de la clause de conscience spécifique à cet acte, possibilité pour les sages-femmes de pratiquer des IVG chirurgicales jusqu'à 10 semaines des grossesse, suppression du délai de 48 heures pour les femmes qui demandent un entretien psychosocial, obligation pour les Agences régionales de santé (ARS) de publier un répertoire des professionnel·les de santé et des établissements qui pratiquent des IVG et enfin commande d'un rapport sur l'application de la législation relative au délit d'entrave à l'IVG : le vote favorable traversant la plupart des groupes parlementaires, une majorité a été obtenue sur ces mesures, bien que le gouvernement se soit exprimé contre le texte.

Le combat n'est pas fini

Malgré ces avancées, la France reste un pays relativement restrictif en termes de délais puisque les

Pays-Bas ou la Grande-Bretagne l'autorisent jusqu'à 24 semaines. On estime que 5 000 femmes vont avorter à l'étranger chaque année, et encore faut-il en avoir les moyens. Par ailleurs, l'accès à l'IVG est restreint par les politiques d'austérité budgétaire dans la santé, qui ont notamment conduit à la fermeture de 130 centres IVG en 15 ans. Il y a, comme pour les maternités, une grande inégalité d'accès sur l'ensemble du territoire.

À cela s'ajoute la culpabilisation qui est toujours très présente. Alors que 35 % des femmes avortent au moins une fois dans leur vie, cet acte est présenté comme terrible et traumatisant alors que pour nombre d'entre elles, c'est une libération! Malheureusement nous n'en avons pas fini avec les remises en question du droit à l'avortement. Samedi 10 octobre, « la Manif pour tous » appelait à la mobilisation en premier lieu contre la PMA mais leurs mots d'ordre s'attaquent aussi à l'IVG.



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

Des contre-manifestations ont eu lieu à Toulouse, Nantes ou Grenoble. Partout la police a protégé les fachos, n'hésitant pas à gazer les manifestant·es pro-PMA et IVG. Si nous obtenons ces derniers temps quelques avancées sur l'IVG ou la PMA grâce à nos mobilisations, le combat n'est pas fini pour les défendre et les améliorer. Nous voulons avoir le choix de la méthode d'avortement (médicamenteuse ou instrumentale), la réouverture des centres IVG, l'allongement des délais bien au-delà des 14 semaines,

la simplification des démarches administratives liées à la filiation pour les lesbiennes ou les personnes trans dans le cadre d'une PMA, l'autorisation d'utiliser ses propres gamètes et, pour les enfants intersexes, le droit de choisir si, quand et comment leur corps sera modifié...

Nos luttes sont fières et déterminées, elles sont subversives et remettent en question l'ordre capitaliste et patriarcal. Les fachos, les cathos et les réacs n'ont qu'à bien se tenir!

Elsa Collonges

ÉCOLOGIE Belle et grande manifestation à Épannes contre les bassines

Les militant·es du NPA de Poitiers se sont rendues à Épannes (Deux-Sèvres) à la manifestation contre les bassines. Sur place, outre les personnalités, dont notre camarade Philippe Poutou, des militant·es de EÉLV, de la FI, du PCF, de la Confédération paysanne, de Solidaires, de la CGT, de GénérationS, de groupes antifascistes, de la LPO, d'Attac (et bien d'autres) étaient présent·es. Et beaucoup des présent·es n'étaient membres d'aucune organisation, mais au rendez-vous de la lutte pour que l'eau reste un bien commun.

La manifestation était organisée à Épannes contre le projet d'implantation de 16 bassines dans le bassin de la Sèvre niortaise. Les bassines sont des retenues d'eau artificielles, d'une taille d'environ 10 hectares, avec des digues de 10 mètres de haut. Pour les remplir, il faut pomper les nappes phréatiques. L'objectif est qu'en été les agriculteurs puissent utiliser cette eau afin d'arroser des parcelles, principalement de maïs.



NPA

Une autre agriculture est possible

Ce procédé est typique de l'agriculture intensive. Ces bassines sont en effet faites pour les grandes exploitations qui détruisent les sols. Le collectif « Bassines, non merci » estime ainsi que les 16 bassines dont la construction est prévue dans les Deux-Sèvres bénéficieront à 5% des agriculteurs (les plus gros exploitants).

Les bassines sont un désastre écologique. Lorsque l'eau des nappes est captée, cela a des incidences directes sur les espaces humides alentours (assèchement des mares par exemple). C'est par ailleurs un gaspillage d'eau : au moment de l'arrosage, mais aussi parce que l'eau s'évapore au soleil.

C'est pour toutes ces raisons, et parce qu'en plus tout cela se fait grâce à de l'argent public (à hauteur de 70%, pour le bénéfice d'entreprises agricoles privées), que le NPA s'oppose à la construction des bassines et s'est joint à la manifestation du 11 octobre à Épannes, appelée par le collectif « Bassines, non merci! ».

Pour défendre l'eau et la terre, biens communs qui devraient être extraits de toute logique privée et marchande. Pour dire, au côté notamment des petit·es paysan·es, qu'une autre agriculture est possible, au service des humains, pas du profit, et respectueuse de l'environnement. Pour refuser, enfin, le scandale antidémocratique d'un énième grand projet inutile et nuisible à propos duquel les populations locales n'ont jamais leur mot à dire.

Correspondant·Es

CRIMES POLICIERS Il y a 59 ans, le 17 octobre 1961

Le 17 octobre rappelle, chaque année, la date du massacre par la police française de 200 à 300 Algériens manifestant pacifiquement à Paris contre le couvre-feu discriminatoire qui leur avait été imposé à l'époque.

Le couvre-feu visant les Algérien·es avait été décidé par le gouvernement et mis en œuvre par le préfet de police Maurice Papon. Le 17 octobre, et les jours qui suivirent, des milliers de ces manifestant·es furent arrêtés, emprisonnés, torturés et, pour nombre d'entre eux, refoulés en Algérie.

Un crime d'État

Des centaines de personnes perdirent la vie, victimes d'une violence et d'une brutalité extrêmes des forces de police. La cour de la préfecture de police, le Palais des sports, un stade... furent transformés en lieux de torture et de meurtres. D'emblée, Papon, couvert



Quand la presse mainstream couvre le mensonge d'État. DR

par le gouvernement, a menti sur ce qui s'était passé en déclarant

toute la vérité doit être faite sur ce qui s'est passé il y a 59 ans, que cette

que des coups de feu avaient été tirés sur la police (alors que les manifestant·es étaient désarmés) qui avait riposté tuant deux Algériens et en blessant plusieurs. Parce que

vérité doit être clairement reconnue par l'État, et que la lumière doit être faite sur les tortures, assassinats, internements dans des camps, dont ont été victimes des milliers d'Algérien·es, le NPA s'associe à la commémoration du 59^e anniversaire du 17 octobre 1961.

Près de 60 ans plus tard, les crimes policiers racistes sont toujours une terrible réalité. Pire encore : deux fois cette année, des jeunes hommes racisés sont « tombés » dans la Seine alors qu'ils étaient poursuivis par des policiers. L'un d'entre eux, Mahamadou Fofana, est mort. Le combat est loin d'être fini, et nous continuerons de le mener, tant qu'il le faudra.

Correspondant

dans la crise sanitaire en cours, mais « l'organisation défaillante du service public », ce ne serait pas la nocivité attestée d'un produit dont l'interdiction définitive devrait pourtant être urgente qui primerait, mais la « survie économique » des agriculteur·es et la « souveraineté agro-alimentaire de la France »... Rien que ça. Alors que la crise du monde paysan a des racines bien plus anciennes et complexes, un tel court-termisme économique et cette volte-face confirment le statut de girouette déboussolée de l'inepte politique du « en-même-temps ».

L'enfumage permanent

En dépit de la stratégie du doute de l'agro-industrie, il y a consensus scientifique sur la dangerosité de cet insecticide extrêmement puissant. N'étant pas

sélectif, il affecte tous les insectes et aussi les mammifères dont les humains. Très faiblement biodégradable, il contamine durablement le sol et l'eau. Les alibis d'une mesure « temporaire » et d'« aide aux betteravier·es » camouflent une réalité plus triviale : un écocide doublé d'un cadeau aux lobbies des filières agrochimique, sucrière et éthanol. Cette politique est criminelle, bien au-delà de l'effondrement des populations d'abeilles, estimée à 30% par an, pour tous les autres insectes qui subissent une hécatombe alors qu'ils jouent un rôle tout aussi important pour la pollinisation, pour l'ensemble de la biodiversité, de l'environnement et de la santé humaine. Ajoutons que soutenir la filière sucrière alors que la surconsommation de sucre est un problème majeur de santé publique est un scandale supplémentaire.

Pour celles et ceux qui y croyaient encore, l'objectif de Macron n'est pas de défendre le sort de la population ni encore moins des abeilles, aussi fondamentales pour la vie sur Terre soient-elles... Il agit ouvertement en fondé de pouvoir du capital.

Tout·Es des Amish? Non, écosocialistes!

C'est d'une révolution écosocialiste et décoloniale dont nous avons pourtant besoin. Cette rupture écologique nécessite de mettre aux avant-postes l'agriculture paysanne et donc de s'attaquer aux intérêts des capitalistes. En finir avec le système productiviste agro-industriel dopé aux pesticides et à la dette pour la remplacer par une agriculture biologique ramifiée par des circuits courts, la permaculture, l'agro-écologie...

Le NPA, avec la Confédération paysanne, Extinction Rebellion, Notre assiette pour demain et touTEs les écologistes sincères, se battra jusqu'à l'abandon définitif des néonicotinoïdes! Nous exigeons aussi vérité et justice pour toutes les victimes du chlordécone dans les Antilles françaises! **Commission nationale écologie**



CHARMAG



Souscription du NPA



SOUTENEZ LE NPA!

SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG

Pour gagner contre la réaction sociale et démocratique, dans la rue, sur les lieux de vie, de travail et d'étude, il faudra à notre camp social de l'unité, de la radicalité, de la démocratie, des masses en mouvement, de l'auto-organisation, un projet et une stratégie, mais aussi des organisations syndicales... et politiques. Et c'est là que le NPA peut jouer son rôle en tant que parti politique, dans la rue mais aussi dans les urnes. Faire de la politique coûte cher et les difficultés financières (déjà chroniques) du NPA se sont sérieusement aggravées en 2020. Vos dons sont donc plus précieux que jamais. Permettez-nous de développer notre activité au service de notre classe et du socialisme!

INFOS PRATIQUES

Deux moyens de paiement : le chèque à l'ordre de « NPA souscription » et la carte bleue en ligne à www.npa2009.org/souscription ♦ Une seule limite de datation et d'envoi de vos chèques : avant le 31 décembre 2020 à minuit. ♦ Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque, précisez-le pour que le reçu fiscal arrive à bon port.

MENTIONS LÉGALES Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66% de leur montant, dans la limite de 20% du revenu imposable. ♦ Tous les dons effectués jusqu'au 31 décembre de l'année N seront déductibles lors de la déclaration de l'année N+1. ♦ Une personne physique peut verser un don à un parti ou groupement politique si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. ♦ Les dons consentis et les cotisations versées en qualité d'adhérent d'un ou de plusieurs partis politiques par une personne physique dûment identifiée à une ou plusieurs associations agréées en qualité d'association de financement ne peuvent annuellement excéder 7 500 euros. ♦ Les personnes morales à l'exception des partis ou groupements politiques ne peuvent contribuer au financement des partis ou groupements politiques en consentant des dons, sous quelque forme que ce soit, à leurs associations de financement ou à leurs mandataires financiers. ♦ Aucune association de financement d'un parti ou groupement politique ne peut recevoir, directement ou indirectement, des contributions ou aides matérielles d'un Etat étranger ou d'une personne morale de droit étranger. ♦ L'association de financement « NPA souscription » a reçu de la CNCCFP l'agrément N°09932 du 06 avril 2009. ♦ Les dons versés à l'association de financement « NPA souscription » sont destinés au NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste). ♦ Les personnes ne respectant pas la législation sur les dons aux partis et groupements politiques peuvent être punies de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende. ♦ Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en écrivant à : **NPA SOUSCRIPTION - 2, RUE RICHARD LENOIR - 93100 MONTREUIL**. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant.



SOUSCRIPTION 2020

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

MONTANT €

Chèque à l'ordre de « NPA souscription » à remettre à un militantE ou à envoyer à : **NPA, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil** avec le coupon détachable dûment rempli.

SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG

Roman graphique

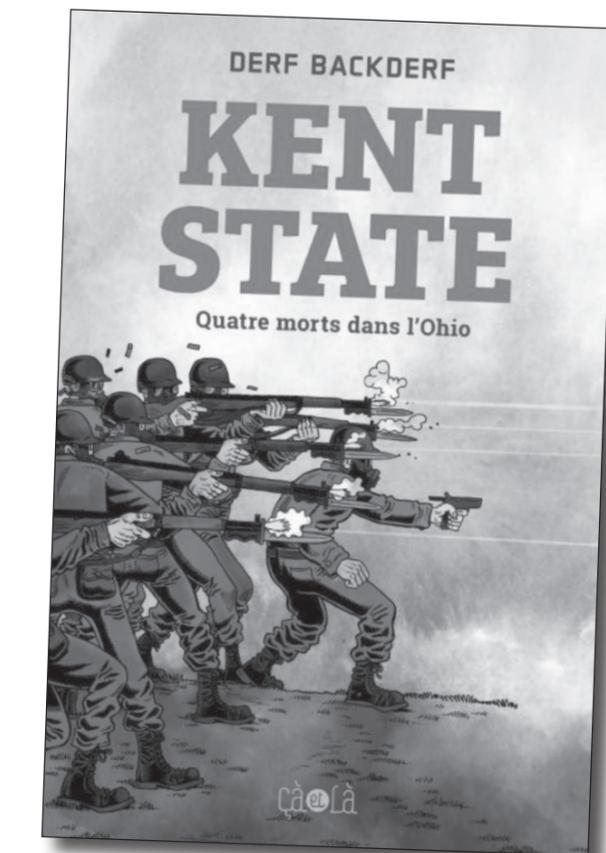
Kent State, de Derf Backderf

Éditions Ça et là, 287 pages, 23 euros.

Le 4 mai 1970, quatre étudiantEs, âgés de 19 à 20 ans, sont tués et neuf autres gravement blessés sur le campus de Kent State (Ohio). Ils sont abattus à l'arme lourde, par les fusils d'assaut M1 des soldats de la Garde nationale. Le lendemain, des millions d'étudiantEs se mettent en grève et c'est le début de la fin de la guerre du Vietnam et de l'ère Nixon. Depuis Laurel Canyon, en Californie, Neil Young, avec ses compères Crosby, Stills and Nash, compose, dès le 5 mai, « Ohio » l'hymne des militants anti-guerre : « *Tin soldiers and Nixon's coming / We're finally on our own / This summer I hear the drumming / Four Dead in Ohio [...]* » (« Nixon et ses soldats de plomb arrivent / Nous avons enfin notre liberté de pensée / Cet été j'entends les tambours / Quatre morts dans l'Ohio [...]

Plongée dans les États-Unis de la fin des années 1960

50 ans après les événements tragiques de la manifestation de Kent State, l'auteur étatsunien Derf Backderf livre le récit historique magistral et poignant qui conduira à la mort de Allison Krause, 19 ans, William Schroeder, 19 ans, Jeffrey Miller, 20 ans et Sandra Schauer, 20 ans. Plus qu'un roman graphique, Derf Backderf réalise ici un magistral documentaire historique sur les années 1960-1970, la contestation contre la guerre du Vietnam et la société étatsunienne de l'époque. La BD s'ouvre d'ailleurs sur une grève de camionneurs de l'Ohio en 1969 brisée par l'armée sous les yeux angoissés de Derf enfant et de sa mère. Plus que Berkeley ou Oakland, l'université de Kent State est révélatrice de l'explosion universitaire aux USA. Dans cet ex petit campus, niché dans une bourgade agricole, blanche et conservatrice, le nombre d'étudiantEs a été multiplié par dix en dix ans. Alors



que le centre-ville reste républicain et « petit-blanc », le campus bigarré est gagné par toutes les tendances de la gauche US de l'époque (« Student for a Democratic Society », « Black Panthers », « Yippies », « Weathermen »). Le portrait du « Che » trône dans toutes les chambres étudiantes en concurrence avec les posters des

groupes rock californiens. Le maire républicain de la ville est violemment hostile aux jeunes tandis que le gouvernement de l'État n'y voit que de la racaille communiste qui a réussi à interrompre le meeting de Nixon en ville. On découvre avec effarement le dispositif de répression de l'époque

(vérifié et quantifié par des sources officielles). La police du campus de Kent qui n'opère que sur le campus compte 23 membres, la police du Shérif et du Comté compte 1075 agents, la police municipale patrouille surtout en dehors, le FBI infiltre largement le campus en concurrence avec le Renseignement militaire tandis que l'armée entretient le ROTC (Corps d'entraînement des officiers de réserve) sur les campus US et à Kent en particulier, et l'armée (Garde nationale). Police et armée partout, avez-vous dit ? Réaction et incompétences surtout, qui débouchent sur une véritable boucherie.

Plongée dans la vie des étudiantEs et des futures victimes

Pour les autorités gouvernementales et locales, les étudiantEs contestataires qui s'opposaient à la guerre du Vietnam étaient forcément guidés depuis l'étranger et, à ce titre, méritaient une répression des plus féroces. Nixon, en poste en 1970, était un virulent anticommuniste adepte de toutes les manipulations et mensonges possibles, alors que les étudiantEs, dans leur grande majorité, comprenaient mal les divergences qui secouaient le mouvement antiguerre² (divergences attisées par les centaines d'agents infiltrés du FBI), mais comprenaient très bien que cette guerre allait les concerner très vite, surtout après l'invasion du Cambodge le 29 avril 1970. En brossant le portrait des étudiantEs qui allaient succomber aux balles de la Garde nationale, l'auteur brosse le portrait d'une génération, plus ou moins engagée mais solidaire. La bonne idée scénaristique a été de remonter à l'origine des faits qui ont débouché sur la tragédie, avec un compte à rebours au millimètre dans les deux camps.

Un trait expressif et convaincant

Backderf nous avait habitués à un trait expressif pour ses ouvrages précédents mais, dans le cadre de ce drame, il gagne encore en réalisme et sait marquer les pauses documentaires au bon moment avant de replonger dans l'émotion la plus totale en noir et blanc. Le massacre de l'université de Kent State en 1970 donne l'occasion à Derf Backderf de livrer sa bande dessinée la plus engagée en fustigeant un Oncle Sam aux mains pleines de sang...

Sylvain Chardon

1 - Derf Backderf est l'auteur de *Mon ami Dahmer* (révélation 2014 à Angoulême) et de l'autofiction *Trashed* sur les poubelles de l'Amérique (Voir *L'Anticapitaliste* numéro 310 du 5 novembre 2015).

2 - Divergences sur le débat non contradictoire entre la « paix au Vietnam » et le soutien à la révolution indochinoise. Les « Weathermen » proposaient eux de passer à la lutte armée aux USA.

48^e festival de BD d'Angoulême

Le Covid frappe encore

Fin janvier 2020, la dernière édition du Festival d'Angoulême a eu la chance d'être épargnée par les conséquences de la pandémie qui ne commençait qu'à pointer son vilain nez. La 47^e édition de janvier 2020 fut un important succès public et fut marquée par de nombreuses manifestations en soutien à la profession, contre la visite de la Macronie et par l'action des artistes eux-mêmes.

« **L**e fond de l'air était rouge » écrivions-nous à propos du 47^e festival de BD d'Angoulême. La 48^e édition, du 28 au 31 janvier, n'est pas annulée, mais complètement perturbée et pourrait avoir deux dates en 2021.

La création d'un probable diptyque

Les organisateurEs du festival, après avoir longtemps espéré que l'épidémie verrait sa course stoppée, ont dû se rendre à l'évidence. Janvier c'est déjà demain et il devenait impossible de maintenir les investissements habituels (invités internationaux, bulles, chapiteaux, stands multiples). Organisation, association du FIBD¹, partenaires publics et soutien ont donc fait le choix d'incarner l'événement en un diptyque :

- À la date habituelle de fin janvier, un événement réduit répondant aux contingences sanitaires. En clair pas de fiesta!



Merci pour cette année, la **48^e édition** aura lieu du **28 > 31 janvier 2021**

- En période printemps-été (dates restant à déterminer en fonction de l'évolution des règles sanitaires), un événement présentiel avec le but de réunir le public le plus nombreux possible.

Un pari difficile

AuteurEs, éditeurEs, acteurEs de la chaîne du livre répondront-ils présent sans un soutien financier

résolu du ministère de la Culture ? Il faut l'espérer mais ce n'est pas la petite augmentation du budget de la Culture qui va permettre de pouvoir répondre à toutes les difficultés du secteur. En BD comme ailleurs, il va falloir bouger le gouvernement. Rappelons que le grand prix 2020 s'appelait *Révolution!*. À suivre... **SC**

1 - Festival international de la bande dessinée.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44
contact@la-breche.com

Lundi : 14 h - 20 h, mardi
au samedi : 12 h - 20 h

Pologne, 1980

Solidarność

et l'expérience révolutionnaire

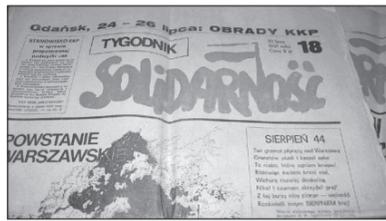
En Pologne, il y a 40 ans, les travailleurEs unissaient leurs forces dans le syndicat Solidarnosc («Solidarité»), entraînant le pays dans une période révolutionnaire¹.

Une révolution écrasée

«J'accepte, je signe!» Par ces quelques mots, répétés après la lecture de chacun des points de l'accord conclu, à la suite de neuf jours de négociations avec le comité de grève interentreprises de la région de Gdansk, menées devant l'assemblée générale des travailleurEs, le vice-Premier ministre Mieczyslaw Jagielski acceptait, le 31 août 1980, l'essentiel des revendications des travailleurEs polonais. En particulier, leur droit à l'auto-organisation, dans le cadre d'un «syndicat indépendant et autogéré». Le 4 septembre, le même droit était arraché par le comité de grève interentreprises des mineurs de la Haute-Silésie, à Jastrzebie – les mineurs saluant cette victoire en chantant l'*Internationale*. La voie de la formation d'un syndicat national, issu des comités de grève constitués dans la majorité des grandes entreprises polonaises à l'issue de deux mois de grèves, était ouverte. Ce syndicat prendra le nom de Solidarnosc («Solidarité») et regroupera rapidement dix des treize millions de salariéEs que comptait alors le pays. Sa constitution ouvrira une période de seize mois de dualité de pouvoirs, au cours de laquelle les travailleurEs polonais ont tenté de prendre en mains le destin du pays et d'y imposer leur propre gestion démocratique.

Autogestion

Dès le début de 1981, en prenant appui sur leur syndicat indépendant, les travailleurEs constituent des conseils dans les entreprises. Ces derniers procèdent à l'élection des directeurs parmi les spécialistes



WIKIMEDIA COMMONS

soumis à un concours organisé par le conseil. Le premier congrès de Solidarité – véritable assemblée nationale de la classe ouvrière polonaise, dont les déléguéEs rendent compte quotidiennement des travaux aux assemblées générales des grandes entreprises dont ils sont issus et reçoivent d'elles des consignes pour la suite des travaux – adoptera un programme : «*Nous voulons une véritable socialisation du système de gestion et de l'économie*», lira-t-on dans l'introduction. L'objectif que le syndicat se donne alors est l'établissement d'une «République autogérée» : «*Nous exigeons une réforme autogestionnaire et démocratique à tous les niveaux de la gestion, un nouvel ordre socio-économique, qui va allier le plan, l'autogestion et le marché. [...] La réforme doit socialiser la planification. Le plan central doit refléter les aspirations de la société et être accepté par elle.*»

Répression

La proclamation de l'état de guerre dans la nuit du 12 au 13 décembre 1981 mettra un coup d'arrêt brutal au développement de ce processus, alors que le courant

radical autogestionnaire était en train de préparer un passage révolutionnaire au système d'autogestion, au travers de la «grève active» – la prise en main de la production et de la distribution par les comités de grève. Des milliers de militantEs syndicaux seront arrêtés, les moyens de communications supprimés, le couvre-feu imposé et la grève générale étouffée par l'armée, usine après usine (dans la mine Wujek de Silésie, où les travailleurEs ont tenté de se défendre, l'armée a tiré et fait plusieurs morts). Le syndicat s'est rapidement réorganisé clandestinement, mais la répression efficace (arrestations et surtout licenciements à répétition) a fini par couper les structures syndicales de leurs racines dans les entreprises. La direction syndicale clandestine s'est avérée incapable de prendre la direction du soulèvement spontané qui, le 31 août 1982, alors que l'armée tenait le pays, avait fait descendre dans les rues plusieurs millions de manifestantEs. Après cet échec, le mouvement de masse a reflé. Coupée des entreprises, la direction syndicale clandestine de Solidarité, épurée de ses éléments appartenant à la gauche radicale par la répression sélective, est tombée sous l'influence des experts, des agences impérialistes, et elle a cherché un compromis avec la bureaucratie étatique qui, après avoir senti en 1980-1981 l'instabilité de ses privilèges de fonction, a adopté majoritairement une orientation de restauration capitaliste, pour les fonder sur des rapports de propriété. [...]

Jan Malewski



DR

Une révolution trahie

Détruit par l'état de guerre, Solidarnosc n'a jamais pu renaître en tant que mouvement de masse de l'autonomie et de la démocratie ouvrière. Ce qui lui est arrivé n'est pas difficile à expliquer. Lors d'une montée impétueuse de luttes ouvrières, un tel mouvement peut se développer de lui-même durant un certain temps. Mais pour perdurer à la suite de défaites et être capable de se reconstruire – sans même parler de la possibilité d'une victoire décisive, qui ne peut être que l'établissement du pouvoir ouvrier – il a absolument besoin d'un parti, capable de préserver ses acquis politiques et de garantir son indépendance de classe et pouvant l'armer d'un programme correspondant et d'une stratégie de lutte efficace.

L'auto-organisation ne suffit pas

Une esquisse d'un tel programme – de révolution ouvrière antibureaucratique et de démocratie des conseils de travailleurEs – est apparue en Pologne quinze ans avant Août. Je pense à la «Lettre ouverte au parti» écrite par Jacek Kuron et Karol Modzelewski². Après mars 1968³ l'opposition regroupée autour d'eux et les auteurs eux-mêmes ont discrètement abandonné ce programme et avec lui le marxisme. Le programme de la «Lettre ouverte» était déjà étranger aux militantEs du KOR [Comité de défense des ouvriers, fondé par les opposants après la répression des grèves de juin 1976], lorsque ces derniers ont acquis une influence parmi les travailleurEs. En automne 1980 Kuron, interrogé sur le marxisme, a réglé l'affaire en affirmant que c'était «une philosophie du mouvement social du 19^e siècle, depuis longtemps dépassée». À la fin de sa vie, en s'en prenant aux effets de la restauration du capitalisme, à laquelle il avait grandement participé, il affirmait de nouveau qu'il était marxiste. Dans les couloirs de la commission programmatique du 1^{er} congrès de Solidarnosc, Kuron m'a traité de «naïf, qui croit encore les bêtises que nous avions écrites avec Karol dans la lettre ouverte». [...] Le développement impétueux de l'auto-organisation et d'activité ouvrière indépendante, l'accumulation progressive des expériences dans les domaines de la démocratie ouvrière et de la lutte des classes, le développement de la conscience, les aspirations croissantes au contrôle ouvrier des entreprises, à l'autogestion ouvrière et à la planification démocratique – c'était une des faces de la médaille. L'autre, au fil du temps menaçant de plus en plus d'une impasse, c'était le manque d'un parti politique des travailleurEs. Cette sphère ne supporte pas le vide et par la force des choses elle est remplie par des courants politiques qui représentent d'autres intérêts sociaux. Lors du congrès national il y avait une lutte souterraine, qui éclatait rarement et pour de courts instants de manière ouverte, entre le courant du KOR, la droite nationaliste et les éléments qui s'orientaient en fonction de leur conscience ou ne serait-ce que de leur instinct de classe, largement plus nombreux mais atomisés, entre le courant radical du mouvement autogestionnaire des entreprises et les éléments non seulement conciliateurs envers la bureaucratie, mais représentant aussi des tendances restauracionnistes plus ou moins cristallisées, même si masquées, entre les partisans et les adversaires de la démocratie ouvrière, de l'indépendance

envers l'Église catholique, de la lutte pour le pouvoir des travailleurEs.

«S'il n'y avait pas eu l'état de guerre...»

En général, sur les questions essentielles, la tendance classiste l'emportait. Mais lorsque les questions passaient des mains d'une assemblée aussi démocratique que l'était le congrès des déléguéEs à l'appareil national, on pouvait craindre le pire. Sans doute la lutte la plus aiguë a-t-elle été menée lors de ce congrès au sujet des lois qui venaient d'être adoptées par la Diète sur l'autogestion des entreprises et sur l'entreprise étatique. Désavouant le compromis passé dans son dos par Lech Walesa avec la Diète, le Congrès a voté qu'il «*décide de soumettre au référendum dans les entreprises les passages des deux lois qui de manière flagrante vont à l'encontre de la position du syndicat et de ce fait menacent l'autogestion*». Le même Congrès a assuré que le syndicat «*dans la lutte pour l'autogestion ouvrière et l'entreprise socialisée continuera à agir en accord avec la volonté des salariés*» et a appelé à «*former des conseils ouvriers authentiques selon les principes en accord avec la position du syndicat*» et non avec les lois mentionnées. Après le vote, que la majorité des délégués a ovationné, Jacek Merkel, un des principaux walesistes au sein du Praesidium de la Commission nationale (plus tard un des leaders libéraux de Gdansk) m'a dit : «*Vous avez gagné, et alors? Après le Congrès nous enterrerons ce référendum de toute façon.*» Ce qui fut fait, en défense du compromis. Malgré le vote du Congrès, la question nécessitait de poursuivre la lutte interne. S'il n'y avait pas eu l'état de guerre, il y aurait eu de grandes probabilités qu'on puisse l'emporter, car dans Solidarnosc il n'était pas aisé d'aller à l'encontre des travailleurEs des grandes entreprises. Ceux qui avaient leur soutien pouvaient aisément gagner y compris contre Walesa.

Lorsque l'état de guerre a écrasé le mouvement de masse des travailleurEs, tout a changé. Très vite leur volonté a cessé d'être prise en compte et d'être décisive. Solidarnosc a connu une métamorphose fondamentale. Une organisation de masse a laissé la place à des petits groupes et structures, qui se sont pour une large part laissés repousser vers les églises et qui ont été envahis par des groupes politiques de droite, conservateurs, nationalistes-cléricaux et libéraux. Leur programme commun c'était l'anticommunisme, l'alliance avec l'impérialisme et la restauration du capitalisme.

Zbigniew Marcin Kowalewski

1 – Extraits de Jan Malewski, «Solidarnosc: Révolution écrasée» (en ligne sur <http://www.inprecor.fr/rouge/article-rouge?id=1444>) et de Zbigniew Marcin Kowalewski, «Pologne, une révolution trahie», en ligne sur <http://www.inprecor.fr/article-Une-r%C3%A9volution-trahie?id=295>.

2 – Lettre ouverte au Parti ouvrier unifié polonais, Cahiers rouges, Maspero, Paris 1969.

3 – En mars 1968, l'opposition polonaise avait organisé une manifestation contre la censure d'une pièce de théâtre. En réponse à la répression de cette manifestation, les étudiantEs de la plupart des villes polonaises se sont mis en grève. Ce mouvement a été durement réprimé et le régime, sous l'inspiration du ministre de l'Intérieur, M. Moczar, a déclenché une campagne antisémite afin de liquider la gauche communiste. Une vague d'émigration a suivi cette répression.

Égypte: toujours un don du Nil?

La formule d'Hérodote est connue: «L'Égypte est un don du Nil». Mais il semble bien que, 2 500 ans après la mort de l'historien grec, ce ne sera plus le cas.

Il faut savoir que l'Égypte est un immense désert traversé par le Nil et que sa population (100 millions d'habitants) s'entasse dans la vallée du Nil et le Delta, soit 5% de la superficie totale du pays. La ressource en eau est l'un des défis de l'économie égyptienne, qui dépend à 90% du Nil pour son approvisionnement en eau potable ainsi que pour l'industrie et surtout l'irrigation. Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le pays devrait atteindre le seuil du stress hydrique absolu, soit moins de 500 m³/hab/an d'ici 2030, et cela sans compter les effets du Grand barrage éthiopien de la Renaissance (GERD), toujours en construction mais déjà partiellement opérationnel.

Le Grand barrage de la Renaissance

Les eaux du Nil sont partagées entre 11 pays. L'accord sur ce partage, signé en 1959 entre l'Égypte et le Soudan (mais non reconnu par les pays en amont comme l'Éthiopie) attribue à l'Égypte un quota annuel de 55,5 milliards m³, soit 75% du débit annuel. Ce quota est dépassé dans les usages depuis de nombreuses années en raison de la sous-consommation du Soudan, et ce sont en réalité près de 65 milliards m³/an qui alimentent le barrage d'Assouan. C'est dans ce contexte que l'Éthiopie a entamé en 2011 la construction du Grand barrage de la Renaissance sur le Nil Bleu, affluent d'où proviennent 80% des volumes d'eau qui arrivent au Soudan et en Égypte, afin d'alimenter une centrale hydroélectrique d'une capacité de 6,45 GW. Un projet crucial pour l'Éthiopie, qui entend bien sortir ses 110 millions d'habitants de la pauvreté, dont plus de la moitié n'a pas accès à l'électricité, avec des projets agricoles et l'exportation de la majorité de l'électricité produite. Au début, l'Égypte, prise à l'époque par la révolution de janvier 2011, a nié toute les incidences que cela pouvait avoir sur le pays, mais a rapidement entamé des négociations tripartites avec le Soudan et l'Éthiopie dans la mesure où les répercussions sur les deux pays en aval risquent d'être dramatiques. «Si la retenue du barrage est remplie sans coordination entre l'Égypte et l'Éthiopie, les conséquences en seront destructrices pour toute la société égyptienne, et l'État ne pourra pas y faire face», selon Mohammed Nasr Allam, ex-ministre de l'Irrigation. Il explique ainsi qu'une baisse permanente de 5 milliards de m³ provoquerait la perte de 400 000 ha de terres arables, soit 12% du total.

Impasse des négociations

Il faut savoir que le haut barrage d'Assouan, construit entre 1960 et 1970, a déjà provoqué de graves difficultés en agriculture: le limon apporté par la crue du Nil (alimentée par le Nil Bleu venant d'Éthiopie) se dépose au fond du lac Nasser et ne vient plus fertiliser les terres irriguées. Le Delta voit sa côte nord rongée par la mer, malgré les digues et les blocs de béton. La terre n'est plus lavée et se salinise inexorablement, d'où un recours toujours croissant aux intrants chimiques.

La baisse du niveau du Nil va en conséquence affecter les fermes piscicoles qui constituaient jusqu'à présent une source non négligeable de protéines avec une production de 1,5 million de tonnes de poisson, majoritairement du tilapia du Nil. Le Soudan aussi verrait ses barrages mis en danger même s'il



WIKIMEDIA COMMONS

pourrait tirer avantage du Grand Barrage par une électricité moins chère.

Les négociations entamées il y a maintenant neuf ans n'ont toujours rien donné, chacune des parties rejetant sur l'autre leur échec. Les dernières négociations menées sous les auspices de l'Union africaine avec comme observateurs l'Union européenne et les États-Unis, ont elles aussi échoué. Le Soudan et l'Égypte souhaitent un accord contraignant en ce qui concerne le remplissage du barrage pour ensuite aboutir à un accord global concernant le partage des eaux. L'Éthiopie, elle, a rejeté toute contrainte et, de fait, le remplissage a débuté en juillet sans aucun accord, et l'objectif de remplissage de la première année a été atteint en deux semaines à cause de l'abondance de pluies sur les hauts plateaux éthiopiens. L'Éthiopie a même poussé la provocation en disant que le Nil lui appartenait, sous entendu qu'elle était libre de disposer de ses eaux. Le Soudan en a tout de suite subi les conséquences: à Khartoum, six stations d'eau potable ont été stoppées en juillet faute de niveau

suffisant. L'Égypte y a partiellement échappé grâce à la réserve que constitue le Lac Nasser, retenue du haut barrage d'Assouan.

L'eau, un enjeu vital

L'Égypte a donc décidé de prendre des mesures radicales: dans un premier temps, la construction de 68 usines de dessalement de l'eau de mer, tout au long de la côte méditerranéenne et sur la mer Rouge pour aboutir à environ 170 usines d'ici cinq ans. Entreprise intéressante si elle prenait réellement en compte l'élévation prévisible du niveau de la mer due au réchauffement climatique, ce qui s'observe déjà sur toute la côte nord. De la même façon, il est question de développer les méthodes de micro-irrigation par goutte à goutte et de limiter les cultures exigeant un fort apport en eau comme le riz, pourtant très consommé dans l'alimentation égyptienne. Consciente du risque de famine pour une population toujours croissante, l'Égypte envisage aussi de louer des terres agricoles au Soudan qui n'exploite pas toutes ses terres disponibles. Un problème majeur n'est pourtant pas abordé par les autorités: l'état

lamentable du réseau d'eau faute de maintenance et d'investissement. C'est ainsi que dans certains quartiers du Caire et d'Alexandrie on voit régulièrement des fuites d'eau qui ne sont réparées que d'une façon superficielle et bien longtemps après que les autorités ont été averties. S'y ajoute le problème du traitement insuffisant des eaux usées.

Autre problème tout aussi important: l'absence d'une politique d'éducation de la population sur ces enjeux. Celle-ci a bien d'autres soucis, ne serait-ce que survivre au quotidien. L'eau est toujours gaspillée dans les villes alors que dans certaines régions, en particulier les oasis, les gens n'ont accès à l'eau qu'un jour sur deux ou trois. Et encore, il s'agit d'une eau ferrugineuse qu'il faut laisser reposer un certain temps pour pouvoir s'en servir. C'est la cause de maladies rénales pour l'immense majorité de ceux qui ne peuvent pas acheter de l'eau minérale.

Une des conséquences de cette situation, négligée par les autorités, est le rejet des réfugiés éthiopiens par la population égyptienne, chauffée à blanc par les discours nationalistes concernant le Nil et le barrage. Les 16 000 Éthiopiens réfugiés en Égypte pour fuir les persécutions dans leur pays se retrouvent victimes d'exactions et d'agressions physiques. La plupart cachent leur nationalité en se déclarent somaliens ou soudanais. Comme dans toute la région, la question du partage de l'eau est source de tensions croissantes entre tous les pays riverains. Enjeu vital, cette question risque de provoquer une radicalisation des conflits existants, pour le moment cantonnés à la scène diplomatique mais qui pourraient bien en déborder.

Hoda Ahmed

L'image de la semaine



Vu ailleurs

SOIGNE, CONTAMINE ET TAIS-TOI.

Au CHU de Nantes, des soignants positifs continuent de travailler. Cette situation est autorisée pour «assurer la continuité des soins» dans les hôpitaux où les médecins contaminés ne peuvent pas être remplacés.

Des cas ont été signalés à Nice, à Bourgoin-Jallieu, au Puy-en-Velay et désormais au CHU de Nantes. Faute de remplaçants, «plus de 11 soignants» asymptomatiques de l'hôpital de Loire-Atlantique continuent de travailler et d'assurer leur mission de soins, alors qu'ils sont actuellement positifs et contagieux au coronavirus, annoncent nos confrères de Ouest-France et d'Europe 1 ce samedi 10 octobre.

Cette situation est légale et validée par le Haut conseil de la santé publique depuis la fin mai, si le médecin positif est asymptomatique et ne peut être remplacé pour «raison de tensions particulières en ressources humaines» au sein de l'établissement. Cette décision inquiète cependant le personnel du CHU, selon les syndicats qui tirent la sonnette d'alarme. «Onze, c'était avant-hier, et on nous a informé hier qu'il y en avait encore plus», a précisé au micro d'Europe 1, Olivier Terrien, le secrétaire général CGT du CHU, précisant que plusieurs services étaient concernés. «Cela provoque un climat complètement délétère, car les agents ont peur», relaie le représentant du syndicat majoritaire dans l'établissement.

«Aujourd'hui, on sait qu'au CHU de Nantes, on a un taux d'incidence supérieure à celui de la population. Les soignants se contaminent entre eux», ajoute Olivier Terrien. La CGT dénonce «une mise en danger du personnel et des usagers de l'hôpital».

Contacté par Ouest-France, le CHU assure «suivre la situation de près» et appliquer strictement les recommandations nationales qui se basent essentiellement sur le respect des gestes barrières entre soignants et avec les patients.

«Coronavirus: au CHU de Nantes, des soignants positifs continuent de travailler», le Huffington Post, 10 octobre 2020.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai: **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à: NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

| FRANCE ET DOM-TOM | | Jeunes/chômeurs/précaires | |
|-------------------|--|---|--|
| Tarif standard | | | |
| Hebdo | <input type="checkbox"/> 6 mois 35 € <input type="checkbox"/> 1 an 70 € | <input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 € | |
| Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 € | <input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 € | |
| Hebdo + Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois 60 € <input type="checkbox"/> 1 an 120 € | <input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 € | |
| Promotion d'essai | Hebdo + 1 Mensuel offert | <input type="checkbox"/> 3 mois 12 € | |

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail: diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à: NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

| Tarif standard | | |
|-----------------|---|---|
| Hebdo | <input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre | <input type="checkbox"/> 30 € par trimestre |
| Mensuel | <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre | <input type="checkbox"/> 30 € par trimestre |
| Hebdo + Mensuel | <input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre | |

Titulaire du compte à débiter
Nom: Prénom:
Adresse:
Code postal: Ville:
Mail:

Désignation du compte à débiter
IBAN:
BIC:

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS: FR4322254755

Date: Signature obligatoire

www.npa2009.org